

Lait et produits laitiers : L'ONIL explore de nouveaux partenariats avec le groupe italien INALPI P7

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION Jeudi 6 août 2026 / N° 1397 / PRIX 20 DA



Le ministère des Finances dément la rumeur sur l'allocation touristique de 750 € P16

Industrie mécanique

LA FILIÈRE DES COMPOSANTS AUTOMOBILES PREND SON ENVOL

La filière mécanique poursuit sa montée en puissance. Portée par la relance des unités industrielles récupérées, le développement de la sous-traitance et la fabrication locale de composants automobiles, elle s'impose progressivement comme l'un des principaux leviers de la stratégie nationale de réindustrialisation et de diversification économique. P3



Stratégie nationale de l'intelligence artificielle

UNE COMMISSION CONJOINTE MISE EN PLACE



Conflit États-Unis-Iran
**ESCALADE VERBALE,
L'APAISEMENT S'ÉLOIGNE**

P4

Attaf donne de la voix à Amman pour défendre El- Qods HARO SUR LES MANŒUVRES DE JUDAÏSATION !

À Amman, le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, a réaffirmé l'engagement constant de l'Algérie en faveur d'El-Qods et de la cause palestinienne. Face à la multiplication des mesures israéliennes visant à modifier le statut historique et juridique de la Ville sainte, il a appelé à une mobilisation arabe et internationale accrue. P4



RENTREE POLITIQUE

Les partis affinent leurs propositions pour le dialogue national

Les partis politiques s'attellent à définir les dossiers qu'ils entendent soumettre au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, dans le cadre du dialogue politique annoncé pour la prochaine rentrée sociale. Parmi les principales préoccupations figurent les questions sociales, mais aussi la participation des formations politiques au gouvernement, à la faveur de la nouvelle configuration politique issue des dernières élections législatives.

Le vice-président du Mouvement El Bina, Saïd Nafissi, a affirmé que le dialogue constitue, pour sa formation, « un choix civilisationnel et stratégique ». Selon lui, cette approche demeure le meilleur moyen de consolider l'État et d'assurer sa pérennité. Dans une déclaration au quotidien El Khabar, Nafissi a estimé que le dialogue annoncé par le président de la République s'inscrit dans les engagements pris par le chef de l'État dans son programme électoral. Il a souligné que ces engagements ont commencé à se concrétiser à travers les rencontres organisées avec les responsables de partis politiques et par l'annonce de la tenue d'un dialogue national avant la fin de l'année 2026. Le responsable a ajouté que le dialogue prévu à la rentrée sociale a été précédé de plusieurs cycles de concertation portant sur divers dossiers, notamment lors de l'élaboration des lois relatives aux élections et aux partis politiques ainsi qu'au cours de la préparation des différents scrutins. Ces consultations, a-t-il précisé, se sont déroulées aussi bien dans un cadre individuel que collectif. Pour le Mouvement El Bina, le dialogue national ne doit pas être perçu comme « une démarche conjoncturelle ou une réaction à une situation passagère », mais comme « une méthode de gouvernance permanente ». Selon Nafissi, les mutations, les défis et les risques auxquels le pays est confronté imposent d'inscrire cette démarche dans la durée. « Nous n'avons d'autre choix que de rassembler les enfants d'un même pays autour du dialogue afin de préserver les intérêts supérieurs de l'État et de la société et de faire face

aux grands défis. Les appartenances partisans et les convictions personnelles doivent s'effacer devant les priorités de la Nation », a-t-il soutenu. À ses yeux, le renforcement du front intérieur, la consolidation de la cohésion nationale et la mise en commun des visions en vue de réaliser des performances économiques susceptibles d'améliorer concrètement les conditions de vie des citoyens exigent la poursuite de ce dialogue, d'autant que les défis restent nombreux et que plusieurs chantiers demeurent ouverts. Le responsable du Mouvement El Bina a également souligné que la prochaine rentrée sociale coïncidera avec les élections locales, lesquelles nécessitent, elles aussi, un climat de concertation. À cela s'ajoutent, selon lui, la nécessité de capitaliser sur les résultats des dernières élections législatives, organisées il y a un mois, ainsi que la préparation de la prochaine étape marquée par le lancement de nouveaux projets structurants pour l'économie nationale. Il a enfin plaidé pour un dialogue inclusif et permanent, débouchant sur « des résultats concrets, une feuille de route et une charte éthique engageant l'ensemble des participants », afin de fédérer les différents acteurs autour de l'intérêt supérieur de la Nation, de préserver les acquis en matière de sécurité et de stabilité, de consolider le processus constitutionnel et de renforcer l'unité autour des questions de politique étrangère et de sécurité nationale, sous l'autorité du président de la République. De son côté, le président du parti Sawt Echaâb (Voix du peuple), Mohamed Lamine Othmani, cité également par El Khabar, a indiqué que sa

formation est favorable à un dialogue « sérieux et responsable ». Selon lui, les discussions devront prioritairement porter sur des réformes politiques permettant à la classe politique de retrouver sa crédibilité et de s'impliquer pleinement dans la gestion des affaires publiques. Il a salué les nouvelles pratiques instaurées par la Présidence de la République en matière de communication politique, exprimant le souhait que le dialogue annoncé consacre les partis politiques comme de véritables partenaires dans la structuration de la vie politique nationale, conformément aux orientations du président Tebboune. Parmi les principaux dossiers que son parti entend soumettre au chef de l'État figure la question de la participation de la classe politique au pouvoir exécutif. Selon lui, les dernières élections législatives ont fait émerger une nouvelle carte politique qui devrait désormais se refléter dans la composition de l'Exécutif, afin de passer « du discours à la pratique ». À défaut, a-t-il averti, ne pas tenir compte de cette nouvelle réalité reviendrait à maintenir le pays dans une forme de « jeunesse politique ». Il a, en outre, appelé à promouvoir la figure du « militant politique » plutôt que celle du simple « fonctionnaire », estimant que l'esprit militant fait aujourd'hui défaut au sein de la nouvelle classe politique. Celle-ci est également appelée, selon lui, à renouveler son discours afin de mieux mobiliser les citoyens et de les associer davantage à la vie politique. Pour sa part, le dirigeant du Parti des travailleurs (PT), Ramdane Taâzibt, a indiqué que sa formation, qui a déjà pris part aux précédentes initiatives de dialogue,



tant collectives qu'individuelles, est disposée à participer au dialogue politique annoncé par le président de la République lors de sa récente rencontre avec les médias nationaux. Il a précisé que les instances dirigeantes du parti se réuniront prochainement afin d'arrêter les propositions et les dossiers qui seront soumis au président Tebboune. Cette démarche, a-t-il expliqué, s'inscrit dans la ligne politique du PT, fondée sur la recherche de solutions nationales aux défis politiques, économiques et sociaux auxquels le pays est confronté.

Un processus de concertation déjà engagé

Lors de sa dernière rencontre périodique avec les médias nationaux, le président Abdelmadjid Tebboune a annoncé son intention d'organiser, à la prochaine rentrée sociale, un dialogue avec les partis politiques remplissant les conditions prévues par la loi, afin d'échanger sur les principales questions d'intérêt national. Ce dialogue s'inscrit dans la continuité des consultations engagées par le chef de l'État avec les différentes formations politiques. Depuis le début de son mandat, plusieurs rencontres bilatérales ont été organisées avec les dirigeants de partis, dont certains ont été reçus à plusieurs reprises pour exposer leurs préoccupations et leurs propositions

concernant les grands dossiers nationaux. En 2024, la Présidence de la République avait déjà réuni la majorité des partis représentés dans les assemblées élues, quelques mois avant l'élection présidentielle, afin de répondre à leurs interrogations relatives à cette échéance et d'examiner leurs préoccupations d'ordre politique, économique et social. Le président de la République avait également réaffirmé, lors d'une précédente rencontre avec la presse, son engagement à lancer un dialogue politique, tout en insistant sur la nécessité d'une préparation rigoureuse afin d'en faire une étape majeure des réformes politiques et du renforcement de la concertation avec l'ensemble des acteurs nationaux. Dans cette perspective, la Présidence de la République a engagé, ces derniers mois, une série de consultations avec les partis politiques, d'abord sous la conduite du conseiller chargé des affaires politiques et de la société civile, Chafik Mesbah, puis de son successeur, Mustapha Sayeh. Ces concertations ont notamment porté sur la révision de la loi sur les partis politiques et de la loi électorale. Une conférence consultative réunissant les représentants des formations politiques a également été organisée afin de présenter les principales modifications apportées à la Constitution dans le cadre du processus de réformes politiques et institutionnelles. Y. R.

Première réunion de Khalida Boufedech à la tête de l'APN Les attributions des vice-présidents fixées

La présidente de l'Assemblée populaire nationale (APN), Khalida Boufedech, a présidé, hier, une réunion du Bureau de l'Assemblée consacrée à la répartition des missions entre les vice-présidents, indique un communiqué de cette institution. Les travaux de cette réunion ont porté sur « la répartition des missions entre les membres du Bureau, conformément aux dispositions des articles 17, 18 et 19 du règlement intérieur de l'APN », précise la même source.

Lutte antiterroriste

Un terroriste se rend à Bordj Badji Mokhtar, dix soutiens aux groupes armés arrêtés

L'Armée nationale populaire (ANP) a dressé, hier, le bilan de ses opérations menées entre le 29 juillet et le 4 août 2026, faisant état de résultats significatifs dans la lutte contre le terrorisme, le narcotrafic, l'orpaillage clandestin, la contrebande et la migration irrégulière. Dans le cadre de la lutte antiterroriste, le terroriste dénommé « B.I. », alias Abou Mohamed, s'est rendu aux autorités militaires de la 6e Région militaire, à Bordj Badji Mokhtar. Selon le bilan opérationnel de l'ANP, l'intéressé était en possession d'un pistolet-mitrailleur de type Kalachnikov, d'une quantité de munitions ainsi que de divers équipements. Au cours de la même période, les détachements de l'ANP ont également arrêté dix éléments de

soutien aux groupes terroristes lors de plusieurs opérations menées à travers le territoire national, dans le cadre des efforts permanents de sécurisation du pays et de démantèlement des réseaux liés aux organisations terroristes. Sur le front de la lutte contre la criminalité organisée, les opérations conjointes menées par les unités de l'ANP et les différents services de sécurité ont permis de porter un nouveau coup aux réseaux de trafic de drogue. Vingt et un narcotrafiquants ont ainsi été interpellés, tandis que 121 kilogrammes de kif traité, introduits depuis les frontières marocaines, ont été saisis. Les forces engagées ont également récupéré 588 947 comprimés psychotropes au cours de plusieurs interventions menées dans

différentes régions militaires. Les opérations de lutte contre l'orpaillage clandestin et la contrebande se sont, elles aussi, soldées par d'importants résultats, notamment dans les wilayas de Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, Illizi et In Guezzam. Les détachements de l'ANP ont arrêté 53 personnes impliquées dans des activités d'extraction illicite d'or et saisi un important matériel composé de 21 véhicules, 244 groupes électrogènes, 163 marteaux-piqueurs, ainsi que de grandes quantités de minerai d'or brut. Dans le cadre de la lutte contre les réseaux de contrebande, sept autres individus ont été interpellés. Les opérations ont permis la récupération d'un fusil-mitrailleur de type Kalachnikov, de cinq fusils de chasse, de

22 838 litres de carburant destinés au trafic ainsi que de cinq tonnes de denrées alimentaires. Par ailleurs, les unités des Garde-côtes ont déjoué plusieurs tentatives d'émigration clandestine par voie maritime. Au total, 83 personnes qui se trouvaient à bord d'embarcations artisanales ont été secourues. Dans le même temps, les différents services de sécurité ont procédé à l'arrestation de 509 immigrants clandestins de diverses nationalités sur l'ensemble du territoire national. A travers ces résultats, l'ANP souligne la poursuite de ses opérations de sécurisation des frontières, de lutte contre les différentes formes de criminalité transfrontalière et de préservation de la sécurité du territoire national. R. N.



Quotidien national
d'information édité par la

SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la
presse Abdelkader Safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger

Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz
Tél./Fax : 028 26 99 24
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :
NOURDINE BRAHMI

DIRECTEUR HONORAIRE:
ZAHIR MEHDAOUI

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
RABAH YUCEF RABAH

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication
d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.rcgie@anep.com.dz
Programation.rcgie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression
d'Alger (SIA)

Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou
tout autre document et illustration
adressés ou remis à la Rédaction ne
sont pas rendus et ne peuvent faire
l'objet d'une réclamation.

INDUSTRIE MÉCANIQUE

La filière des composants automobiles prend son envol

Le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a procédé, hier, à l'inauguration d'une usine de production de plaquettes de frein et de leurs composants dans la commune de Réghaïa (Alger), en application des orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à valoriser les biens récupérés dans le cadre des affaires de corruption.

Le Premier ministre était accompagné du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, du ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, du ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, ainsi que de responsables et d'opérateurs économiques. Relevant de la Société de maintenance de l'Est (SME), filiale du Groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA), cette nouvelle unité constitue un maillon supplémentaire dans la stratégie nationale de développement d'une filière intégrée de composants automobiles. Elle dispose d'une capacité de production de 1,5 million de plaquettes de frein et de leurs composants par an, destinés aussi bien aux véhicules légers qu'aux poids lourds, soit près de 1 500 jeux produits quotidiennement. Grâce à cette capacité, l'usine sera en mesure de répondre à une demande croissante émanant à la fois des constructeurs automobiles et du marché de la pièce de rechange. Elle fabriquera 153 références, dont 126 destinées aux véhicules légers et 27 aux poids lourds, couvrant ainsi une large partie du parc automobile national tout en ouvrant des perspectives d'exportation. Le projet a nécessité un investissement global de 2,5 milliards de dinars et a permis la création de 150 emplois, dont 60 permanents. Les pouvoirs publics comptent, à travers cette réalisation, renforcer les capacités nationales de production, répondre à une part importante de la demande locale et réduire la facture des importations de composants automobiles. À terme, l'usine devrait également contribuer au développement des exportations, conformément à la stratégie nationale de diversification de l'économie. Au-delà de son apport industriel, cet-

te réalisation illustre la démarche engagée par les pouvoirs publics pour relancer le tissu productif national à travers la valorisation des actifs récupérés et le développement d'investissements dans des filières industrielles à forte valeur ajoutée. Sur le plan technologique, l'unité intègre des procédés de fabrication modernes permettant d'optimiser la consommation d'énergie, en conformité avec les standards industriels internationaux et les exigences croissantes en matière de performance environnementale. Pour les pouvoirs publics, cette usine constitue un levier important pour accélérer le développement de la filière nationale des composants automobiles, en favorisant l'intégration locale, le développement de la sous-traitance et la substitution progressive aux importations.

Couvrir jusqu'à la moitié des besoins du marché national

S'exprimant à cette occasion, le Premier ministre a souligné que l'Algérie « a commencé à poser les bases de l'industrie mécanique », conformément à la vision du président de la République visant à bâtir une industrie nationale intégrée, compétitive et créatrice de valeur ajoutée. Il a indiqué que cette ambition repose sur la mobilisation de l'ensemble des acteurs, publics et privés, afin de mettre en place un véritable écosystème de sous-



traitance capable d'accompagner le développement de l'industrie automobile nationale. L'objectif assigné à cette nouvelle unité est de couvrir entre 40 % et 50 % des besoins du marché national en plaquettes de frein, tout en répondant aux attentes des constructeurs automobiles et du marché de la pièce de rechange. À moyen terme, l'entreprise ambitionne également de se positionner sur les marchés extérieurs. Après les projets lancés à Tissemsilt avec General Plastic Injection, à Batna avec l'usine d'emboutissage de pièces métalliques, puis à Réghaïa avec cette unité de production de plaquettes de frein, l'Algérie poursuit la structuration progressive d'un écosystème industriel dédié à l'automobile. Une véritable chaîne de valeur est ainsi en train de se mettre en place. Elle devrait permettre de renforcer le taux d'intégration nationale, de réduire progressivement la dépendance aux importations et d'améliorer la compétitivité de la production locale, tout en jetant les bases d'une industrie mécanique davantage tournée vers l'innovation et l'exportation.

Y. R.

UNITÉS INDUSTRIELLES RÉCUPÉRÉES Ghrieb réaffirme la volonté du chef de l'État d'accélérer leur relance

Le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a réaffirmé, hier à Alger, l'attachement du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à la relance des unités industrielles confisquées en vertu de décisions de justice définitives dans le cadre de la récupération des biens détournés. Il a assuré que cette démarche se poursuivra avec la remise en activité d'autres unités industrielles, notamment à Batna et à Tissemsilt. Chargé par le président de la République d'inaugurer l'usine de production de plaquettes de frein et de leurs accessoires de Réghaïa, le Premier ministre a longuement évoqué cette politique lors d'une déclaration à la presse. Il a rappelé que le chef de l'État avait pris l'engagement de récupérer les biens détournés et de remettre en exploitation les unités industrielles concernées, soulignant que cette opération se poursuivait conformément au calendrier arrêté. « D'autres unités et usines entreront prochainement en activité », a-t-il assuré. Sifi Ghrieb a indiqué que ce processus avait débuté à Adrar avant de se poursuivre avec l'unité de M'Sila, puis celle de Batna, spécialisée dans la fabrication de carrosseries automobiles, dont l'inauguration interviendra à la date fixée, conformément aux instructions du président de la République. Évoquant la mise en service de l'usine de Réghaïa, le Premier ministre a souligné qu'elle s'inscrivait dans la dynamique engagée par les pouvoirs publics pour relancer l'appareil productif national. Il a rappelé, à ce titre, que le président Tebboune avait récemment ordonné la fabrication locale de la machine destinée à produire les tôles utilisées dans les silos de stockage des céréales, un projet concrétisé dans des délais particulièrement courts. Le Premier ministre a, par ailleurs, salué

les efforts de la Société de maintenance de l'Est (SME), filiale du Groupe GICA, qui est parvenue à remettre en exploitation l'usine de Réghaïa en moins de deux mois. Il a également rendu hommage aux équipes mobilisées pour assurer la relance des différentes unités industrielles récupérées. Sifi Ghrieb a mis en avant l'importance stratégique de cette usine, dont la capacité de production atteint 1,5 million de plaquettes de frein par an. L'unité fabriquera des plaquettes destinées à 25 modèles de véhicules de tourisme de marques internationales ainsi qu'à six marques de véhicules lourds, avec la perspective d'élargir progressivement cette gamme à d'autres constructeurs. Il a insisté sur le fait que la qualité constitue « le maître-mot » de cette unité industrielle, compte tenu de la nature du produit, directement liée à la sécurité des véhicules. Selon lui, cette usine permettra de couvrir entre 40 % et 50 % des besoins du marché national en plaquettes de frein. Le Premier ministre a également lancé un appel aux anciens travailleurs de cette unité afin qu'ils réintègrent leurs postes. Il a assuré que les portes de l'usine leur demeuraient ouvertes et que toutes

les instructions avaient été données aux responsables pour réunir les meilleures conditions de reprise de l'activité. Sifi Ghrieb a, en outre, invité les opérateurs économiques à investir dans l'industrie des pièces de rechange. Il a rappelé que l'État, sur instruction du président de la République, met à la disposition des investisseurs toutes les facilités nécessaires, notamment à travers le Guichet unique de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), chargé de simplifier les procédures et d'accélérer le traitement des dossiers. Il a précisé que les projets liés à la fabrication de pièces de rechange bénéficieront du dispositif du « couloir vert », mis en place conformément aux orientations du président de la République afin d'assurer leur concrétisation dans les meilleurs délais. À l'issue de la cérémonie d'inauguration, le Premier ministre a assisté à une présentation détaillée de cette unité industrielle, illustrée par un film documentaire retraçant les différentes étapes de sa relance, ses capacités techniques ainsi que les procédés de fabrication des plaquettes de frein et de leurs accessoires.

N. B.

Deux accords pour développer la sous-traitance

En marge de cette inauguration, le Premier ministre a présidé la cérémonie de signature de deux accords de coopération industrielle dans le domaine de la sous-traitance mécanique entre la Société de maintenance de l'Est (SME), filiale du Groupe GICA, d'une part, et Stellantis El Djazaïr ainsi que la société IDENET, d'autre part. La cérémonie s'est déroulée en présence du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, du ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, du ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, ainsi que de plusieurs responsables et opérateurs économiques. Ces accords visent à développer les partenariats industriels, à renforcer la sous-traitance nationale et à améliorer le positionnement du produit algérien sur le marché local, tout en soutenant la stratégie d'intégration de la filière automobile.

Éditorial l'EXPRESS

MONTÉE EN RÉGIME

PAR MAHREZ Z.

L'inauguration, par le Premier ministre, Sifi Ghrieb, d'une usine de production de plaquettes de frein et de leurs accessoires à Réghaïa (Alger) marque une nouvelle étape dans la stratégie nationale de développement d'une filière mécanique intégrée, appelée à répondre aux besoins du marché national et, à terme, à conquérir des débouchés à l'exportation. Cette réalisation traduit la volonté des pouvoirs publics d'accélérer le développement du tissu industriel national en misant sur l'intégration industrielle et l'investissement dans des activités à forte valeur ajoutée. La stratégie gouvernementale vise également à repositionner l'industrie mécanique parmi les secteurs clés de la diversification économique. À travers la modernisation et la valorisation des actifs industriels, le développement de la sous-traitance ainsi que le transfert de technologies, l'objectif est de faire émerger une base industrielle solide, compétitive et durable. Relevant de la Société de maintenance de l'Est (SME), filiale du groupe GICA, la nouvelle unité dispose d'une capacité de production de 1,5 million de plaquettes de frein par an. Elle couvrira 153 références destinées aux véhicules légers, aux poids lourds, aux tracteurs ainsi qu'à d'autres équipements. L'objectif est de satisfaire entre 30 % et 40 % de la demande nationale tout en contribuant à la réduction des importations de composants automobiles. Plus largement, c'est l'ensemble de la filière mécanique qui connaît une phase de restructuration, portée par la relance de l'industrie automobile et le développement progressif d'un tissu national de sous-traitance. La locomotive de cette relance demeure l'usine Fiat de Tafraoui (Oran). Après le démarrage de la production, le groupe Stellantis a lancé, en avril 2026, un important programme d'extension destiné à porter la capacité de production du site à 135 000 véhicules par an à l'horizon 2028. Cette dynamique favorise l'émergence de fabricants locaux capables de produire des composants répondant aux standards internationaux, tout en renforçant progressivement le taux d'intégration de l'industrie automobile nationale. Elle se traduit notamment par le lancement de projets de fabrication de faisceaux électriques, de pièces en plastique, d'éléments métalliques et d'autres composants destinés aussi bien aux chaînes de montage qu'au marché de la pièce de rechange. À terme, cette montée en puissance de la sous-traitance devrait renforcer la compétitivité de la filière, réduire la dépendance aux importations et ouvrir de nouvelles perspectives à l'exportation pour l'industrie mécanique nationale.

ATTAF DONNE DE LA VOIX À AMMAN POUR DÉFENDRE EL-QODS

Haro sur les manœuvres de judaïsation !

À Amman, Ahmed Attaf n’a pas seulement pris part à une réunion diplomatique de plus. Il a porté, au nom de l’Algérie, une parole de constance dans un moment où El-Qods subit une pression accrue, méthodique, presque obsédante.

PAR BOUALEM B.

Arrivé mardi soir dans la capitale jordanienne, le ministre d’État a représenté le président Abdelmadjid Tebboune à la réunion ministérielle de soutien à El-Qods et à ses Lieux saints. Autour de la table, les membres du Comité ministériel arabe chargé de l’action internationale contre les politiques israéliennes dans la ville occupée, rejoints par l’Indonésie, le Pakistan, la Turquie et la Malaisie. Le roi Abdallah II a reçu les chefs de délégation, donnant à la rencontre un cadre solennel à la mesure de la gravité du moment. Car la situation à El-Qods ne relève plus du simple constat politique. Les incursions répétées de colons dans la mosquée Al-Aqsa, les tentatives de modifier le statut juridique et historique de la ville, la pression démographique exercée pour brouiller ses repères arabes, islamiques et chrétiens dessinent une stratégie de transformation forcée. C’est contre cette réalité qu’Ahmed Attaf a élevé la voix, en mettant en garde contre les manœuvres de judaïsation et en appelant à une riposte collective, politique et diplomatique. Son message s’est

voulu clair : il faut activer les mécanismes disponibles, protéger les droits des Palestiniens, et soutenir la résilience des habitants d’El-Qods en consolidant le rôle des institutions nationales palestiniennes sur place. L’Algérie, a-t-il rappelé, ne s’écarte pas de sa ligne historique. Son soutien au peuple palestinien demeure entier, et sa disponibilité reste intacte pour toute initiative sérieuse visant à défendre la ville sainte. À l’issue des travaux, les participants ont adopté une déclaration conjointe condamnant fermement les pratiques israéliennes et appelant à intensifier les initiatives, coordonner les efforts et soutenir la résistance palestinienne par tous les moyens possibles. En marge de la réunion, Attaf a également multiplié les échanges, notamment avec Mohammad Ishaq Dar, chef de la diplomatie pakistanaise, et avec le secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil Fahmy. Ces entretiens ont confirmé une autre dimension de ce déplacement : la volonté d’élargir les convergences, de relancer les passerelles arabes et de maintenir la question palestinienne au centre de l’action commune. À Amman, l’Algérie a donc choisi de rester dans le champ de la



parole utile, celle qui nomme les choses, alerte, rassemble et refuse l’effacement. Dans l’épreuve que tra-

verse El-Qods, cette présence diplomatique dit une fidélité ancienne, celle d’un pays qui considère la ville

sainte comme une cause de principe, et non comme un dossier parmi d’autres. ■

CONFLIT USA-IRAN

Escalade verbale et incertitudes sur l’apaisement

PAR BOUALEM B.

Donald Trump n’a pas changé. Mardi 4 août, depuis la Californie, il a repris le même refrain que l’on entend depuis des mois. Selon lui, le détroit d’Ormuz s’ouvrira « très bientôt, ou alors les Iraniens seront frappés très fort ». La formule est brute, presque banale

dans sa bouche. Elle résonne pourtant comme un écho usé. On se souvient de ses déclarations où il promettait de ramener l’Iran à l’âge de pierre, de ses menaces répétées de frappes dures et de destruction totale. Chaque fois, le même ton martial. Chaque fois, le même calcul. Hier, le Brent a reculé et des rumeurs d’un accord temporaire de soixante jours ont circulé. Selon Axios, il se serait question d’organiser le trafic : les navires entrant par les eaux iraniennes au nord et sortant par celles d’Oman au sud, sans péage. La voie médiane serait déminée. Scott Besant, le ministre des Finances, a évoqué une annonce imminente. Trump lui-même a déclaré mener « de très bonnes discussions » et a ajouté, avec cette nonchalance qui lui est propre : « J’ai le temps. » Le temps, justement. Le conflit dure depuis plus de cinq mois. Le protocole de

juin avait relancé un processus de soixante jours censé mettre fin à la guerre et régler la question du nucléaire. Il avait permis la reprise du trafic dans le détroit, un verrou stratégique que Téhéran avait fermé et que Washington avait répondu en bloquant les ports iraniens. Aujourd’hui, les tensions restent vives. Un navire a été touché par un projectile indéterminé. Il a téléphoné à l’émir du Qatar pour parler d’apaisement. Les prix du pétrole ont baissé. Tout cela donne l’impression d’une accalmie. Mais cette respiration est courte. Ce qui frappe, c’est le décalage. D’un côté, les menaces continuent de pleuvoir, comme si la force brute restait la seule langue que Washington sache parler à Téhéran. De l’autre, la réalité militaire et politique s’impose. La visite de Netanyahu à la Maison-Blanche, la semaine dernière, s’est déroulée

dans un silence éloquent. Pas d’accueil officiel à l’aéroport, pas de cérémonial. Israël, engagé dans sa vision d’un « Grand Israël », se heurte à ses propres limites : manque de troupes, absence de cohérence stratégique. L’ancien médiateur militaire Yitzhak Brik a prévenu que la crise des missiles d’interception n’était que le début. Dans une confrontation plus large avec l’Iran, a-t-il écrit, l’incapacité à stopper les missiles balistiques pourrait devenir totale. Centres urbains, infrastructures, hôpitaux... tout serait exposé. Trump semble avoir commencé à mesurer que la guerre qu’il a poussée se retourne. Les options militaires s’amenuisent. Chaque escalade cinétique, chaque menace de frappe massive, chaque tentative de manipuler les marchés par des annonces d’accords imminents se heurte à une réalité plus dure. L’Iran refuse de laisser le

rythme lui être imposé. Il ne se contente plus d’absorber la pression ; il la renvoie, et la région s’enflamme un peu plus à chaque tour. On assiste à un jeu de miroirs usé. Les menaces de destruction, les promesses de ramener un pays à l’âge de pierre, les déclarations tonitruantes sur le détroit : tout cela a été dit et redit. Pourtant le conflit s’éternise, les prix du pétrole oscillent, les discussions diplomatiques s’ouvrent et se referment. Ce qui reste, c’est une région sous tension permanente, un détroit vital pour le commerce mondial transformé en otage, et un président américain qui continue de brandir la frappe comme un instrument de négociation. Le risque n’est plus seulement celui d’une frappe. C’est celui d’une escalade que plus personne ne contrôle vraiment. ■

Le Comité de coordination du partenariat arabo-africain tient sa 21e réunion

La 21e réunion du Comité de coordination du partenariat arabo-africain, au niveau des hauts responsables, s’est tenue mercredi au siège de la Ligue arabe au Caire, sous la coprésidence de l’Irak, président en exercice du Sommet arabe, et du Burundi, président en exercice du Sommet africain.

Selon un communiqué de la Ligue arabe, «les participants ont examiné l’état de la coopération arabo-africaine, le suivi des recommandations du quatrième Sommet arabo-africain, tenu en novembre 2016 à Malabo (Guinée équatoriale)», ainsi que «les préparatifs des manifestations marquant le 50e anniversaire du lancement du partenariat arabo-africain».

La réunion s’est achevée par l’adoption de recommandations portant sur les volets économique, social et culturel, ainsi que sur le mécanisme tripartite de soutien à la cause palestinienne.

2,6 milliards de barils de pétrole en perte sèche

Le conflit armé entre les États-Unis et l’Iran, déclenché le 28 février 2026, a plongé les marchés pétroliers mondiaux dans une crise sans précédent. Selon l’Agence internationale de l’énergie (AIE), plus de 2,6 milliards de barils de pétrole ont été perdus depuis le début des hostilités, conjuguant l’effondrement de la production iranienne et l’épuisement des stocks stratégiques mondiaux. Le blocage du détroit d’Ormuz, d’où transite 20% du pétrole mondial, a transformé cette guerre régionale en catastrophe énergétique planétaire. Un effondrement historique des stocks pétroliers mondiaux. L’AIE a documenté dans son rapport de mai 2026 l’effondrement spectaculaire des stocks pétroliers :

250 millions de barils engloutis rien qu’en mars et avril, à un rythme vertigineux de 4 millions de barils par jour. Les stocks mondiaux ont plongé à 7,959 milliards de barils fin juin, leur niveau le plus bas depuis un an. L’approvisionnement mondial devrait diminuer d’environ 3,9 millions de barils par jour en 2026, alors que plus d’un milliard de barils en provenance du Moyen-Orient sont déjà perdus. Face à cette situation qualifiée par l’AIE de «plus grande perturbation de l’offre de pétrole de l’histoire», les 32 pays membres ont libéré 426 millions de barils de leurs réserves stratégiques en mars, soit plus du tiers de leurs stocks d’urgence.

La production iranienne, qui se maintenait à environ 2,6 millions de

barils par jour au début de 2019, s’est effondrée sous l’effet combiné des sanctions américaines et de la guerre. En août 2019, le secrétaire d’État américain Mike Pompeo affirmait déjà que les sanctions avaient retiré près de 2,7 millions de barils par jour du marché iranien, privant Téhéran de 50 milliards de dollars de revenus annuels. Avec le conflit armé de 2026, ces pertes se sont dramatiquement aggravées. Au 12 mars, les États arabes du Golfe ont réduit leur production d’au moins 10 millions de barils par jour, et l’Arabie saoudite a diminué la sienne de 20% suite à l’arrêt de deux champs majeurs en mer, dont le gigantesque champ de Safaniya. Flambée des prix et récession économique mondiale

Les conséquences sur les prix ont été immédiates et brutales. Le Brent, qui se négociait autour de 73 dollars le baril avant l’offensive du 28 février, a grimpé à 103 dollars au deuxième trimestre 2026, soit une hausse de plus de 50%. Le pétrole a enregistré une hausse historique de 35% en une semaine, un record depuis 1983. En Californie, les prix de l’essence ont dépassé 5 dollars le gallon dès la deuxième semaine de mars. Cette flambée a provoqué un ralentissement majeur de l’activité économique mondiale : l’AIE prévoit désormais une baisse de la demande mondiale de pétrole de 1,1 million de barils par jour en 2026, presque trois fois plus importante que ses prévisions initiales.

STRATÉGIE NATIONALE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Une commission conjointe mise en place

« Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, a présidé hier, les travaux de la première réunion de coordination avec les représentants des ministères, consacrée à la mise en œuvre du Plan stratégique national de l'intelligence artificielle (IA). Cette réunion a abouti à la mise en place d'une commission conjointe de suivi chargée de veiller à la mise en œuvre des étapes de la feuille de route, suivant un calendrier défini, à même de garantir la transformation concrète vers une administration publique moderne et intelligente ».

PAR MERIEM KACI

Les participants à cette réunion ont procédé à « la définition des objectifs stratégiques et à l'élaboration des grandes lignes d'un plan d'action commun visant à renforcer la souveraineté technologique et à élargir le recours à l'IA au sein des services publics, à l'instar des expériences internationales pionnières », a indiqué hier un communiqué du ministère de l'Enseignement supérieur.

La réunion s'est clôturée par l'adoption d'une feuille de route axée sur le développement de modèles gouvernementaux souverains d'IA, en open source, et réduire par conséquence la dépendance aux solutions importées de l'étranger. Il s'agit également de la mise à disposition de capacités de calcul intensif via les centres de calcul, ainsi que l'accompagnement des centres de recherche et des start-up afin de leur permettre d'entraîner localement des modèles d'intelligence artificielle.

Considérés comme les fondements de toute capacité nationale durable en intelligence artificielle, les intervenants ont abordé la question de la qualification des ressources humaines et le développement de compétences, à travers le lancement des programmes de formation intensifs et innovants en partenariat avec les universités et les instituts de recherche pour qualifier les com-



pétences nationales dans les domaines de l'analyse de données et de l'intelligence artificielle générative.

La feuille de route prévoit en outre, la création d'un Centre de recherche scientifique et d'unités de recherche spécialisées afin de faciliter la transition de la recherche académique à l'application industrielle ainsi que la garantie du traitement et du stockage des données administratives et publiques au sein de centres de données nationaux sécurisés, en misant sur l'utilisation éthique et fiable des technologies modernes.

Cette réunion de coordination a été couronnée par « la mise en place d'une commission conjointe de suivi chargée de veiller à la

mise en œuvre des étapes de la feuille de route, suivant un calendrier défini, à même de garantir la transformation concrète vers une administration publique moderne et intelligente », conclut la même source.

Pour rappel, lors de l'installation du Conseil scientifique de l'intelligence artificielle ; un organe consultatif placé sous la tutelle du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, et celui de la Connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises en juillet 2023, M. Baddari a insisté sur la nécessité de développer les utilisations de l'IA, en particulier dans les domaines de l'éducation, de l'économie et de l'industrie, afin de suivre les avan-

cées réalisées dans le contexte dynamique actuel de l'Algérie, mettant en avant la création de nombreuses institutions dédiées à la formation en IA, ainsi que l'augmentation du nombre des universités dispensant des formations en IA, ainsi que la présence de laboratoires de recherche en IA et de mathématiques.

Dernièrement, le ministre de tutelle a dévoilé la feuille de route d'un secteur désormais projeté dans la quatrième génération. Au centre de cette refonte pédagogique majeure, M. Baddari a affirmé l'ambition de son département est de former 30 000 ingénieurs d'État en IA à l'horizon 2030 afin d'accompagner la transformation numérique globale du pays. ■

EXTINCTION DES FEUX DE FORÊT

Une évaluation globale des opérations de soutien aérien

Une réunion d'évaluation s'est tenue, mercredi au siège de l'Unité nationale de préparation et d'intervention à Dar El Beïda à Alger, consacrée à l'examen du bilan de l'action aérienne enregistré au cours du mois de juillet dernier, dans le cadre des opérations de lutte contre les feux de forêts, indique un communiqué de la Direction générale de la Protection civile (DGPC).

S'inscrivant dans le cadre de « l'évaluation des opérations de lutte contre les incendies de forêts et le renforcement de la préparation du dispositif d'intervention », cette réunion s'est déroulée sous la supervision du directeur de l'organisation et de la coordination des secours, en présence de cadres de la DGPC, de représentants du Groupement aérien de la Protection civile, du commandant de l'Unité nationale



d'instruction et d'intervention, ainsi que des représentants du groupement Tassili Travail Aérien, précise la même source.

La rencontre a constitué « une occasion d'effectuer une évaluation globale des différents aspects des opérations de soutien aérien, à travers la revue des interventions exécutées, l'analyse des volets

opérationnels, organisationnels et logistiques, et l'examen du niveau de coordination entre les différents intervenants », outre « l'évaluation de l'efficacité des moyens de lutte anti-incendie aériens en appui aux équipes terrestres, tout en s'informant sur les principaux défis relevés durant la période de forte activité des feux

de forêts », ajoute le communiqué.

Il a également été procédé lors de cette réunion à « un échange d'expertises, avec la présentation d'une série de propositions et de recommandations visant à améliorer les performances, renforcer la coordination opérationnelle et élever le niveau de préparation des moyens d'intervention aérienne, en même de garantir une réponse plus efficace face aux feux de forêts ».

Cette s'inscrit dans le cadre de « la démarche permanente de la DGPC visant le développement du dispositif d'intervention à travers l'évaluation continue des performances, ainsi que l'adoption de mécanismes d'amélioration et de coordination entre les différents partenaires, de manière à contribuer à la protection des vies, des biens et du patrimoine forestier », conclut la même source. ■

Développement de la recherche scientifique

Le CRTAA signe une convention avec l'université Abderrahmane Mira

Le Centre de recherche en technologies agroalimentaires (CRTAA) a signé mardi une convention cadre avec l'université Abderrahmane Mira de Bejaia, en vue de renforcer les synergies et développer la recherche scientifique.

« Cette initiative vise à concrétiser la «coopération scientifique, technologique et pédagogique entre le CRTAA et l'université de Bejaia», a indiqué la directrice du CRTAA, Pr Nawal Boucherba à l'ouverture de la cérémonie de la signature de la convention qui s'est tenue au siège dudit centre de recherche. « Elle porte également sur l'encadrement pédagogique des étudiants et des doctorants et l'organisation commune de manifestations scientifiques, ainsi que la mutualisation des ressources dont disposent les signataires de la convention », a-t-elle ajouté.

Pr. Boucherba a mis l'accent sur l'intérêt qu'accordent les partenaires du CRTAA, notamment au développement de la recherche scientifique et au renforcement des synergies entre l'université, les centres de recherche et les acteurs du secteur socio-économique.

Pour sa part, le recteur de l'université de Bejaia, Pr Beniaiche Abdelkrim, a souligné l'importance de la collaboration entre les deux parties, estimant que la réussite du Centre de recherche dépend de celle de l'université. Il a affirmé que l'université constitue un «apport essentiel» en matière d'étudiants dans les unités de recherche, ajoutant que la dynamique doit s'opérer entre le CRTAA et l'Université de Bejaia.

La cérémonie de la signature de la convention s'est achevée par une visite du laboratoire d'accréditation des huiles végétales, dont l'ouverture est prévue prochainement. Cette structure permettra la valorisation des résultats de recherche des chercheurs du CRTAA, note Pr Boucherba.

Accidents de la circulation

11 décès et 243 blessés en 24 heures

Onze personnes sont décédées et 243 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures, à travers le territoire national, a indiqué hier, un bilan de la Protection civile.

Par ailleurs, dans le cadre du dispositif de surveillance des plages, la Protection civile a effectué 1413 interventions ayant permis de sauver 1092 personnes de la noyade, de prodiguer des soins de première urgence à 275 autres et d'évacuer 444 vers les structures sanitaires locales, ajoute le bilan, déplorant, cependant, le décès par noyade, d'un jeune âgé de 23 ans à Annaba.

En outre, les éléments de la Protection civile de la wilaya de Saida ont repêché le corps sans vie d'une fillette âgée de 4 ans, dans une piscine au village Hamidet, commune Ouled Khaled.

Durant la même période, les unités de la Protection civile sont également intervenues pour l'extinction de 54 incendies du couvert végétal dans plusieurs wilayas du pays, selon la même source.

Les secours de la Protection civile sont également intervenus pour l'extinction de 3 incendies, urbains, industriels et autres, dans les wilayas d'Alger et Sidi Belabes.

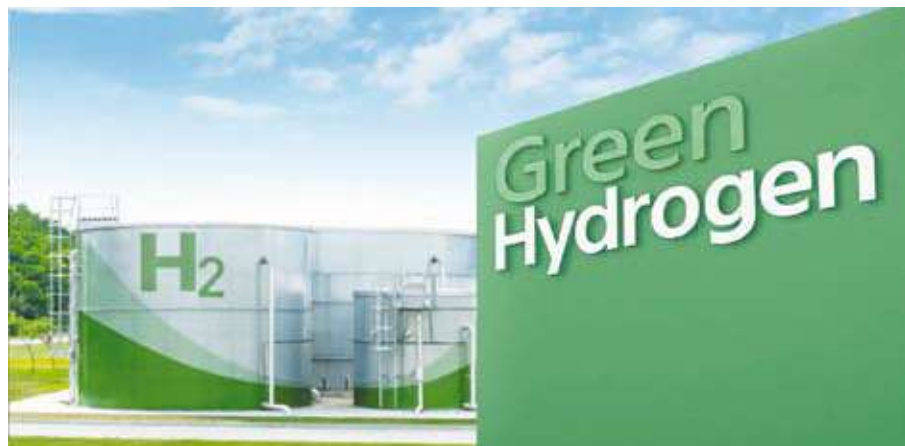
HYDROGÈNE VERT

L'Algérie parmi les mieux placées pour **exporter** vers l'Europe

FATIHA FATIHA A.

Long d'environ 3.300 kilomètres, ce corridor vise à acheminer près de 4 millions de tonnes d'hydrogène vert par an à l'horizon 2030. Le projet reposera sur un réseau combinant de nouveaux gazoducs et des conduites de gaz naturel existantes, adaptées au transport de l'hydrogène. Parallèlement, l'Algérie développe plusieurs projets de production d'ammoniac vert, destiné à être exporté par voie maritime vers les marchés européens. Cette stratégie offre au pays une double option logistique : le transport terrestre par pipeline comme solution durable à long terme, et le transport maritime comme réponse rapide à la demande croissante de l'Europe en carburants propres. La même source indique que les perspectives d'exportation de l'hydrogène depuis les pays arabes connaissent un essor remarquable, dans un contexte marqué par l'accélération de la transition énergétique mondiale et la hausse de la demande en énergies bas carbone. Plusieurs pays de la région investissent dans la création de corridors terrestres et maritimes destinés à acheminer l'hydrogène propre vers l'Europe et l'Asie. Malgré la diversité des solutions retenues – gazoducs transmédiaiterranéens, exportation d'ammoniac vert ou d'hydrogène liquéfié par voie maritime –, ces initiatives poursuivent un objectif commun : faire du monde arabe un acteur majeur du commerce international des carburants verts. Selon une étude réalisée par la plateforme spécialisée Energy Platform, basée à Washington, l'Algérie, la Tunisie, le Sultanat d'Oman, l'Égypte, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Maroc figurent parmi les pays arabes ayant déjà élaboré des stratégies concrètes ou signé des accords pour développer des corridors d'exportation de l'hydrogène. Le Sultanat d'Oman présente l'une des stratégies les plus ambitieuses de la région. Son plan national prévoit une production de 1 million de tonnes d'hydrogène par an d'ici 2030, avant d'atteindre 3,7 millions de tonnes en 2040 et 8,5 millions de tonnes en 2050. Le projet Hyport Duqm constitue la pierre angulaire de cette stratégie. Sa première phase permettra de produire plus de 50.000 tonnes d'hydrogène vert et environ 330.000 tonnes d'ammoniac vert par an à partir de 2029. Une seconde phase prévoit une montée en puissance de la production d'ammoniac à 650.000 tonnes, grâce à des capacités de production d'électricité renouvelable dépassant 2,7 gigawatts. En août 2025, Oman est également devenu le premier pays arabe à lancer la fabrication locale d'équi-

L'Algérie s'impose comme l'un des principaux acteurs arabes dans le domaine de l'exportation de l'hydrogène vert, grâce au projet stratégique du Corridor Sud de l'hydrogène (SouthH2), une infrastructure énergétique destinée à relier l'Afrique du Nord à l'Europe en passant par l'Italie, l'Autriche et l'Allemagne, selon un rapport de la plateforme spécialisée Ettaqa.



pements destinés à la filière hydrogène vert, dans le cadre d'un partenariat entre une entreprise omanaise spécialisée dans les services d'ingénierie et le groupe chinois Sungrow. Le pays a également signé, en avril 2025, un accord portant sur la création du premier corridor mondial d'exportation d'hydrogène liquéfié reliant le port de Duqm aux villes d'Amsterdam et de Duisbourg, incluant des installations de liquéfaction et une flotte de navires spécialisés. Par ailleurs, l'Égypte renforce également sa présence sur le marché de l'hydrogène vert grâce au projet Fertiglobe, développé en partenariat avec l'alliance allemande H2Global. L'accord prévoit la fourniture de 259.000 tonnes d'ammoniac vert entre 2027 et 2033, pour une valeur de près de 397 millions d'euros, avec un volume minimal de 40.000 tonnes par an entre 2028 et 2033. Le Caire entend également tirer profit de sa position géographique stratégique en transformant le canal de Suez en un corridor mondial de transport maritime vert, capable d'approvisionner les navires en carburants propres, notamment en hydrogène et en ammoniac. L'Arabie saoudite ambitionne quant à elle de devenir le premier exportateur mondial d'hydrogène vert grâce au mégaprojet NEOM Green Hydrogen, qui devrait produire plusieurs millions de tonnes d'ammoniac vert chaque année à partir des importantes ressources solaires et éoliennes de la région de Neom. Le Royaume figure déjà parmi les pionniers de l'exportation d'ammoniac bleu, avec les

premières expéditions vers le Japon réalisées dès 2020. Avec l'entrée en service des installations de Neom et de Yanbu prévue avant la fin de la décennie, l'Arabie saoudite devrait devenir le principal exportateur arabe d'hydrogène vert, bénéficiant de sa position stratégique entre les marchés européen et asiatique. Si la Tunisie est souvent considérée comme un simple pays de transit dans le cadre du Corridor Sud de l'hydrogène, elle entend également développer sa propre capacité d'exportation. Selon les autorités tunisiennes, sa participation au projet pourrait générer jusqu'à 14 milliards de dollars de recettes d'ici 2030, grâce aux exportations directes et aux partenariats industriels conclus avec l'Union européenne. Le pays mise également sur l'accélération des investissements dans les énergies renouvelables afin de bâtir une véritable industrie nationale de l'hydrogène. L'ensemble de ces projets montre que les opportunités d'exportation de l'hydrogène depuis le monde arabe reposent sur des modèles complémentaires : gazoducs transmédiaiterranéens pour l'Algérie et la Tunisie, corridors maritimes pour Oman, plateformes logistiques mondiales pour l'Égypte et développement de l'ammoniac vert en Arabie saoudite. Avec la mise en service progressive de plusieurs projets majeurs entre 2027 et 2035, la région devrait jouer un rôle central dans le commerce mondial de l'hydrogène propre, certains pays étant appelés à devenir de véritables plateformes d'exportation à l'horizon 2040.

PARTENARIAT ALGÉRIE-TCHAD

Le CNESE prévoit le renforcement des échanges institutionnels

Le président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Mohamed Boukhari, a entamé, mardi, une visite en République du Tchad, à l'invitation de son homologue tchadien, Ahmat Mboudou Mahamat, pour participer à la cérémonie d'ouverture officielle de la deuxième session ordinaire du Conseil économique, social, culturel et environnemental du Tchad (CESCE) de l'année 2026, prévue mercredi à N'Djamena, indique un communiqué du CNESE, selon l'APS.M. Boukhari et la délégation l'accompagnant ont été accueillis, à leur arrivée à l'aéroport international de N'Djamena, par le président du conseil tchadien, en présence de conseillers de la République du Tchad et de l'ambassadeur d'Algérie, Fayçal Djaouti, précise la même source. La visite a débuté par une séance d'entretiens bilatéraux entre les présidents des deux conseils, qui ont « examiné les voies et moyens d'élargir les domaines de partenariat au mieux des intérêts communs des deux peuples », conclut le communiqué.

R.E.

EXTENSION DU PORT DE DJEN DJEN

L'ANRIP mise sur le transfert de savoir-faire italien

La première session du programme de formation sur le projet d'extension du port de Djen Djen (Jijel), encadrée par des experts italiens, a débuté mardi à Alger, indique un communiqué du ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base, selon l'APS. Ce programme de formation s'inscrit dans le cadre des engagements contractuels du groupement italien Alitamar, qui chapeaute la réalisation de l'étude d'extension du port de Djen Djen, précise le communiqué. La cérémonie de lancement de cette session s'est déroulée à l'Ecole supérieure de management des travaux publics (ESMTP), sous la supervision du Directeur général de l'Agence nationale de réalisation des infrastructures portuaires (ANRIP), Amar Grine. Cette première session au profit des cadres du ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base, de l'ANRIP et du Laboratoire d'études maritimes (LEM) sera encadrée par des experts du Bureau d'études italien Modimar, chef de file d'Alitamar, selon la même source. À travers ce programme de formation, « l'ANRIP réaffirme son engagement à renforcer les compétences nationales et à ancrer le transfert d'expertises et de connaissances dans les domaines des études, de la planification et de la conception des grands projets portuaires », conclut le communiqué.

R.E.

TRANSITION CLIMATIQUE

L'Algérie **dépose** sa CDN 2026 auprès de l'ONU

L'Algérie a officiellement déposé auprès de l'Organisation des Nations unies (ONU) sa Contribution déterminée au niveau national (CDN) 2026, un document stratégique qui traduit les nouveaux engagements du pays dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat. Selon un communiqué publié par le centre de développement des énergies renouvelables (CDER), cette nouvelle feuille de route réaffirme la volonté de l'Algérie de concilier les impératifs du développement économique et social avec les exigences de la lutte contre les changements climatiques, à travers des mesures ambitieuses d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre et d'adaptation aux effets du réchauffement climatique. La CDN 2026 s'inscrit dans une approche intégrée qui prend en compte les spécificités nationales, les besoins de développement durable ainsi que les défis environnementaux auxquels le pays est confronté. Elle constitue un cadre de référence pour les politiques publiques en matière de transition énergétique, de protection de l'environnement

et de résilience climatique. Au cœur de cette stratégie figure un vaste programme national de transition énergétique, dont l'objectif est de porter les capacités de production d'électricité à partir des énergies renouvelables à 15.000 mégawatts à l'horizon 2035. Ce programme vise principalement à accroître la part des énergies propres dans le mix énergétique national, à réduire progressivement la dépendance aux énergies fossiles pour la production électrique et à préserver les ressources naturelles destinées à l'exportation. La CDN 2026 met également l'accent sur le renforcement de l'efficacité énergétique dans les différents secteurs de consommation, notamment le bâtiment, l'industrie, les transports et l'éclairage public. L'amélioration des performances énergétiques constitue l'un des principaux leviers identifiés pour réduire les émissions de carbone tout en optimisant la consommation des ressources énergétiques. Le document prévoit, par ailleurs, des mesures destinées à accompagner la transformation du tissu industriel national

vers un modèle de faible intensité carbone. Cette orientation repose sur l'introduction de technologies plus propres, l'amélioration des procédés industriels, la réduction de l'empreinte environnementale des activités de production ainsi que le renforcement de l'innovation dans les filières industrielles stratégiques. La nouvelle contribution nationale accorde également une place importante au développement de l'économie circulaire, en encourageant une meilleure gestion des déchets, leur valorisation, le recyclage des matières premières et l'utilisation plus rationnelle des ressources naturelles. Cette démarche vise à limiter les impacts environnementaux tout en créant de nouvelles opportunités économiques et industrielles. Autre axe stratégique de la CDN 2026, le développement de la filière de l'hydrogène vert, considéré comme l'un des piliers des futures économies décarbonées. Grâce à son important potentiel solaire et à sa position géographique privilégiée, l'Algérie ambitionne de se positionner comme un acteur régional et international dans la pro-

duction et l'exportation de cette énergie propre, appelée à jouer un rôle majeur dans la transition énergétique mondiale. Au-delà des objectifs d'atténuation, la Contribution déterminée au niveau national accorde une importance particulière aux politiques d'adaptation aux changements climatiques. Celles-ci concernent notamment la gestion durable des ressources en eau, la lutte contre la désertification, la protection des écosystèmes, le renforcement de la sécurité alimentaire ainsi que l'amélioration de la résilience des infrastructures et des territoires face aux phénomènes climatiques extrêmes. À travers le dépôt de cette CDN 2026, l'Algérie confirme ainsi son engagement à contribuer aux efforts internationaux de lutte contre les changements climatiques, tout en poursuivant un modèle de développement fondé sur une croissance plus durable, une meilleure efficacité des ressources et une transition progressive vers une économie verte, conformément à ses priorités nationales de développement.

F.A.

LAIT ET PRODUITS LAITIERS

L'ONIL explore de nouveaux partenariats avec le groupe italien **INALPI**

Le renforcement de la coopération algéro-italienne dans la filière du lait et des produits laitiers a été au centre d'une rencontre tenue au siège de l'Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (ONIL).



FATIHA A.

Le directeur général de l'Office, M. Mokhtar Bouziane, accompagné du directeur général adjoint, a reçu une délégation de la société italienne INALPI, en présence de l'ambassadrice de la République d'Italie en Algérie, selon un communiqué de l'ONIL publié sur sa page officielle facebook. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la dynamique de diversification des partenariats internationaux engagée par l'Algérie afin de renforcer les capacités de son industrie agroalimentaire et d'accélérer la modernisation de la filière laitière. Elle intervient également dans un contexte marqué par les efforts des pouvoirs publics visant à améliorer la sécurité alimentaire nationale, à réduire progressivement la dépendance aux importations et à encourager les investissements productifs dans les secteurs stratégiques.

Les discussions ont porté sur les moyens de consolider la coopération entre les deux pays dans le domaine de la poudre de lait et des produits laitiers. Les responsables de l'ONIL et les représentants d'INALPI ont procédé à un échange approfondi sur les expériences respectives des deux pays, les technologies de transformation du lait ainsi que les meilleures pratiques en matière de production, de gestion industrielle et de développement de la chaîne de valeur.

Au-delà du simple échange d'expériences, la rencontre a permis d'examiner les opportunités de partenariat entre l'ONIL et le groupe italien, notamment dans les domaines de l'investissement, de la production, du développement industriel et du transfert de technologies. Les deux parties ont exprimé leur intérêt pour la mise en place de projets susceptibles d'accompagner la modernisation de la filière laitière

algérienne et d'améliorer sa compétitivité.

Les échanges ont également mis en évidence l'importance du transfert du savoir-faire industriel et de l'innovation technologique comme leviers essentiels pour développer les capacités nationales de transformation du lait. Les responsables ont évoqué plusieurs pistes de coopération portant sur l'introduction de procédés de production plus performants, l'amélioration des standards de qualité, le renforcement des systèmes de contrôle sanitaire ainsi que la formation des compétences techniques et managériales.

L'ONIL considère en effet que la coopération avec des groupes internationaux spécialisés constitue un facteur important pour accompagner la transformation du secteur laitier national. À travers ce type de partenariat, l'Office ambitionne de contribuer à l'émergence d'une filière plus intégrée, capable de répondre à la croissance de la demande intérieure tout en améliorant la qualité des produits destinés aux consommateurs.

La rencontre a également permis d'explorer les possibilités de coopération avec d'autres entreprises italiennes spécialisées dans les équipements industriels, les technologies de transformation du lait et la valorisation des produits laitiers. Les discussions ont porté sur les perspectives de création de partenariats industriels durables favorisant l'échange de compétences, le développement de nouvelles unités de production et la modernisation des infrastructures existantes.

Les responsables ont souligné que la coopération pourrait également s'étendre aux domaines de la recherche et du développement, de l'innovation dans les procédés de fabrication, de l'amélioration de la productivité des unités industrielles et de la valorisation des sous-produits laitiers, autant d'axes susceptibles de renforcer la compétitivité de la filière algé-

rienne.

La présence de l'ambassadrice d'Italie en Algérie à cette rencontre illustre l'intérêt accordé par les deux pays au développement des relations économiques bilatérales. Ces dernières connaissent, depuis plusieurs années, une évolution soutenue grâce à la multiplication des projets de coopération dans les secteurs de l'énergie, de l'industrie, des infrastructures, de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

Pour l'Algérie, le développement de partenariats avec des opérateurs internationaux expérimentés répond à une stratégie nationale visant à moderniser les filières agricoles et agroalimentaires, à renforcer l'intégration industrielle et à créer davantage de valeur ajoutée localement. La filière du lait constitue, à cet égard, un secteur prioritaire en raison de son rôle dans la sécurité alimentaire, de son poids économique et de son impact direct sur la consommation des ménages.

De son côté, le groupe italien INALPI, reconnu pour son expertise dans la transformation du lait et la fabrication de poudre de lait et de produits laitiers, pourrait mettre à profit son expérience industrielle pour accompagner les projets de développement de la filière algérienne. Les deux parties ont ainsi affiché leur volonté de poursuivre les échanges afin d'identifier des projets concrets de coopération répondant aux objectifs de développement des deux pays.

À travers cette visite, l'ONIL confirme sa volonté d'élargir son réseau de partenaires internationaux et de favoriser des collaborations fondées sur le transfert de technologies, l'investissement productif et le partage des compétences. Ces initiatives devraient contribuer à accélérer la modernisation de la filière laitière nationale, à améliorer les performances de l'industrie locale et à renforcer, à terme, la souveraineté alimentaire de l'Algérie dans un secteur stratégique pour son développement économique.

PRODUCTION PHARMACEUTIQUE

L'ANPP renforce les règles de gestion de la plateforme « État déclaratif »

L'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP) a publié une nouvelle note destinée aux établissements pharmaceutiques de fabrication afin de renforcer la fiabilité des informations enregistrées sur la plateforme numérique « État déclaratif ». Ce document fixe une série de mesures visant à éviter les doublons, améliorer la qualité des données et assurer une meilleure traçabilité des produits pharmaceutiques déclarés. Dans le cadre de la mise à jour des données relatives à la plateforme numérique « État déclaratif », l'ANPP a adressé cette note d'instruction aux établissements pharmaceutiques de fabrication, les appelant à respecter un ensemble de nouvelles règles de gestion destinées à optimiser l'exploitation des informations enregistrées sur cette plateforme. La note s'inscrit dans la poursuite de la modernisation des procédures numériques engagée par l'Agence.

L'ANPP rappelle en premier lieu que chaque établissement pharmaceutique ne doit disposer que d'un seul compte sur la plateforme. Les entreprises ayant déjà créé un compte sont invitées à ne pas en ouvrir un nouveau, même en cas de perte de leurs identifiants de connexion. Dans une telle situation, elles devront solliciter les services compétents de la direction des systèmes d'information afin de rétablir l'accès au compte existant.

L'Agence précise également que tout compte créé par erreur ou en double devra être signalé afin qu'il soit supprimé, réaffirmant ainsi le principe selon lequel un établissement pharmaceutique correspond à un seul compte utilisateur. La note insiste également sur la gestion des déclarations relatives aux produits pharmaceutiques. En cas d'impossibilité de mettre à jour les informations d'un produit déjà déclaré ou lorsqu'un même produit a fait l'objet de plusieurs déclarations, créant des doublons dans la base de données, les opérateurs devront prendre attache avec la Direction de la veille technique, de l'inspection et de la vigilance. L'objectif est de procéder aux corrections nécessaires et d'éliminer les déclarations redondantes.

Dans ce cadre, l'ANPP rappelle qu'un produit pharmaceutique ne doit faire l'objet que d'une seule déclaration, laquelle devra être mise à jour au fur et à mesure de l'évolution des informations le concernant, plutôt que de créer une nouvelle déclaration. L'Agence souligne par ailleurs que l'ensemble des rubriques exigées pour la déclaration d'un produit doit être renseigné de manière complète, rigoureuse et exhaustive. La qualité des informations saisies constitue un élément essentiel pour garantir la fiabilité de la base de données nationale des produits pharmaceutiques et faciliter les opérations de suivi, de contrôle et de vigilance sanitaire.

À travers cette note, l'ANPP entend renforcer la gouvernance de sa plateforme numérique, améliorer la qualité des données mises à la disposition des services de régulation et assurer une gestion plus efficace des dossiers des établissements pharmaceutiques. L'Agence estime que le respect de ces nouvelles instructions, associé à la collaboration et à la réactivité des opérateurs, est indispensable pour garantir une exploitation optimale des informations enregistrées sur la plateforme.

En conclusion, l'ANPP accorde « la plus grande importance » à l'application de cette note, invitant l'ensemble des établissements pharmaceutiques concernés à se conformer strictement aux nouvelles dispositions afin de contribuer au bon fonctionnement du système national de gestion des déclarations des produits pharmaceutiques.

F.A.

Pétrole

Le baril de Brent **gagne** 1,34%

Les cours du pétrole sont remontés légèrement hier, après avoir perdu environ 10% depuis le début de la semaine, le marché attendant désormais un accord formel entre Washington et Téhéran pour rouvrir le détroit d'Ormuz après des déclarations de Donald Trump en ce sens, selon le site prix du baril. Vers 09H00 GMT (11H00 HEC), le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en octobre gagnait 1,34% à 80,42 dollars. Prix carburants

Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en septembre montait de

0,70% à 76,30 dollars. Le site Axios, qui cite des « sources régionales », évoque un accord temporaire de 60 jours qui prévoit que tout navire entrant via le détroit d'Ormuz emprunte la voie du nord dans les eaux iraniennes, et que le flux sortant passe par les eaux contrôlées par Oman, le tout sans péage. La voie médiane, où se fait le trafic habituellement, serait déminée pendant cette période.

Si un accord est confirmé, nous pourrions assister à un mouvement vers les 75 dollars pour le baril de Brent « voire même plus bas vers 70 dollars » qui était le niveau observé fin juin, lorsqu'un protocole

d'accord avait été conclu entre les deux parties, explique Arne Lohmann Rasmussen, analyste chez Global Risk Management.

Cependant, « il existe un risque bien réel que tout accord se délite assez rapidement », comme cela a déjà été le cas pour celui passé en juin, soulignent les analystes d'ING. Et « le passage des pétroliers par le détroit d'Ormuz reste fortement limité », continuant d'exercer une pression sur les stocks d'or noir mondiaux qu'il faudra remplir de nouveau une fois la situation revenue à la normale, ajoutent-ils.

R.E.

RENTRÉE 2026-2027

Vers la réception de 50 établissements scolaires à Boumerdes

Le programme comprend 35 écoles primaires, 9 collèges d'enseignement moyen (CEM) et 6 lycées. La nouvelle rentrée sera également marquée par la réception de 150 classes d'extension dans le primaire, 20 dans le moyen et 9 dans le secondaire.



La wilaya de Boumerdes prévoit la réception et la mise en service de 50 nouveaux établissements scolaires dans les trois cycles d'enseignement à l'occasion de la rentrée scolaire 2026-2027, selon un exposé de la Direction de l'éducation. Selon l'exposé présenté par le directeur de l'éducation, Lahbib Abidate, lors d'une réunion du Conseil exécutif de wilaya consacrée aux préparatifs de la prochaine rentrée, les travaux de réalisation de ces établissements avancent à un rythme satisfaisant et l'ensemble du programme sera livré dans les délais fixés. Le programme comprend 35 écoles primaires, 9

collèges d'enseignement moyen (CEM) et 6 lycées. La nouvelle rentrée sera également marquée par la réception de 150 classes d'extension dans le primaire, 20 dans le moyen et 9 dans le secondaire. Le secteur sera aussi renforcé par la mise en service de 20 cantines et demi-pensions dans le primaire, 4 cantines dans le moyen et une cantine dans le secondaire, ainsi que de 20 salles polyvalentes et aires de jeux dans le primaire et 4 terrains de sport dans le secondaire. Le même exposé a souligné l'inscription et la réalisation entre 2022 et 2025, de près de 300 opérations de développement (regroupant chacune plusieurs projets) dans le secteur de l'éducation, pour une enveloppe glo-

bale de plus de deux (2) milliards de DA. Ces projets ont permis la réhabilitation de 234 écoles primaires, la réalisation de 116 aires de jeux en gazon synthétique, la généralisation du chauffage dans toutes les écoles primaires, l'aménagement de 31 espaces de jeux au sein des écoles et l'équipement de 18 écoles primaires en panneaux solaires. Selon le directeur de l'éducation, ces réalisations traduisent l'engagement des autorités locales à renforcer les infrastructures éducatives, à améliorer les conditions de scolarisation et à répondre à la croissance urbaine et démographique dans les différentes communes de la wilaya.

ETABLISSEMENTS SANITAIRES

Affectation de 138 paramédicaux à Tébessa

Pas moins de 138 diplômés de l'Institut national de formation supérieure paramédicale (promotion 2026) ont été affectés dans des postes à travers les établissements sanitaires de la wilaya de Tébessa, a-t-on appris mardi auprès du directeur de la santé et de la population (DSP), Laarbi Nasreddine Sekkine. Le même responsable a précisé à l'APS qu'il s'agit d'infirmiers de la santé publique, de manipulateurs d'appareils de radiologie, de laborantins,

d'aide-soignants, d'hygiénistes de santé publique, de prothésistes dentaires, de prothésistes et de sages-femmes. L'affectation de ces paramédicaux permettra de renforcer le système sanitaire de wilaya par des cadres compétents qui assistent les médecins et chirurgiens dans diverses spécialités de sorte à couvrir le déficit enregistré par certains établissements de santé, notamment des zones reculées et améliorer les prestations médicales assu-

rées aux patients et les rapprocher davantage, selon le même cadre. Des paramédicaux ont été affectés aux établissements publics hospitaliers de plusieurs communes dont Cheria, Bir El Ater, Bekkaria, El Aouinet, Tébessa et Morsott ainsi qu'à l'établissement public Mère-enfant Khaldi-Abdelaziz du chef-lieu de wilaya, selon le même responsable qui a souligné que cela a été effectué conformément aux besoins exprimés par les établissements de santé.

PRODUCTION DE TRANSFORMATEURS ÉLECTRIQUES

Mise en service d'une unité industrielle à Mostaganem

Une unité industrielle spécialisée dans la fabrication de transformateurs électriques, implantée dans la wilaya de Mostaganem, est entrée en exploitation, mardi, indique un communiqué de la cellule de communication du cabinet du wali. Le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a procédé à l'inauguration de cette unité industrielle appartenant à l'entreprise Transfo Electrique Algérie (TEA), réalisée grâce à un investissement global estimé à 4 milliards de dinars. Selon le communi-

qué, cette nouvelle unité, qui constitue un apport qualitatif au tissu économique national, fabriquera des transformateurs électriques conformes aux normes internationales, en s'appuyant sur un système rigoureux de contrôle de la qualité et sur des essais techniques destinés à garantir leur performance et leur fiabilité. Le projet vise à porter le taux d'intégration nationale dans ce secteur de 40 % actuellement à 66 % d'ici 2027. Il prévoit également une augmentation progressive de la capacité de

production, qui passera de 1.500 transformateurs par an, dans une première phase, à 4.200 unités en 2028, avec l'objectif d'exporter vers les marchés étrangers. Outre la création d'emplois directs et indirects, cette unité contribuera à réduire la facture des importations de transformateurs électriques, à favoriser le transfert et la maîtrise des technologies dans le domaine des équipements électriques, à soutenir l'industrie nationale et à renforcer la sécurité énergétique du pays, conclut la même source.

ILLIZI

Plus de 1,3 MDA pour le développement du secteur de l'hydraulique

Une enveloppe de plus de 1,34 milliard de dinars a été accordée, au titre de l'exercice 2026, au secteur de l'hydraulique de la wilaya d'Illizi pour la réalisation de six (6) opérations de développement susceptibles d'améliorer le service public, a-t-on appris lundi de la direction locale de l'hydraulique (DH). Retenus au titre du programme du secteur pour l'amélioration de l'alimentation en eau potable et la consolidation des réseaux d'assainissement des communes de la wilaya, ces projets consistent en la réalisation d'un château d'eau d'une capacité de stockage de 1.000 m³ à alimenter le quartier d'Ain-El-Korse, commune d'Illizi, en sus de la réalisation, l'équipement et l'électrification des forages totalisant une profondeur de 2.000 m, a détaillé le DH, Lamine Farfari. Le programme du secteur prévoit également la réalisation d'un château d'eau de 500 m³ pour alimenter, sur un linéaire de 2,5 km, de la localité de Merkssen, commune de Debdeb, et la réalisation d'un réseau d'alimentation en eau potable devant desservir, sur une distance de neuf (9) km, les localités de Timeroualine et Merkssen, ainsi que la ville de Debdeb. La réalisation d'un château d'eau aérien d'une capacité de 1.000 m³ à In-Amenas, l'extension à une dizaine (10) de km du réseau d'assainissement et le renforcement de la station de relevage quartier Ain-El-Korse, commune d'Illizi, font partie des opérations prévues au programme de développement du secteur. Selon les responsables du secteur de l'hydraulique, ces projets de développement, retenus au titre de la prise en charge des préoccupations de la population locale, devraient contribuer au renforcement des installations, l'amélioration de la dotation en eau potable et du réseau d'assainissement.

TISSEMSILT

Réception prévue de 11 nouveaux établissements scolaires

La wilaya de Tissemsilt prévoit la réception de 11 nouveaux établissements scolaires couvrant les trois cycles d'enseignement, à l'occasion de la prochaine rentrée scolaire, a-t-on appris, mardi, auprès de la direction des Equipements publics de la wilaya. Le chef du service du suivi des projets au sein de cette direction, Ali Chenoui, a précisé que ces infrastructures comprennent huit écoles primaires, actuellement en cours de réalisation dans les nouvelles cités d'habitation de plusieurs communes de la wilaya. La commune de Tissemsilt, chef-lieu de la wilaya, bénéficiera, notamment, de quatre nouveaux établissements. Les quatre autres écoles primaires seront réparties entre les communes de Khemisti, El Ayoun et Lardjem, a ajouté le même responsable, précisant que le taux d'avancement des travaux dépasse 90 % pour plusieurs d'entre elles. Au cycle moyen, le secteur de l'éducation sera renforcé par la mise en service de deux nouveaux CEM dans la commune de Tissemsilt : l'un au quartier des 1.184 logements et l'autre au quartier des 2.000 logements, situé dans la zone de Boumengouche. S'agissant de l'enseignement secondaire, un nouveau lycée devrait également être réceptionné dans ce même quartier. Selon la même source, ces nouveaux établissements permettront d'offrir de meilleures conditions de scolarisation aux élèves et de réduire la surcharge des autres établissements de la wilaya. Pour rappel, lors de la précédente rentrée scolaire 2025-2026, le secteur de l'éducation dans la wilaya avait déjà été renforcé par cinq nouvelles écoles primaires et deux CEM, tandis que deux lycées avaient fait l'objet de travaux de réhabilitation et d'aménagement.

MOUSTIQUES

Pourquoi certaines personnes sont-elles leurs **proies** favorites ?

Pourquoi certaines personnes attirent-elles tous les moustiques, tandis que d'autres semblent presque leur échapper ? Contrairement à une idée largement répandue, ce n'est pas « l'odeur du sang » qui les guide, mais une combinaison de signaux chimiques et physiques émis par notre corps, expliquent les spécialistes.



PAR AMEL B

Chaque été, le même scénario se répète : dans un groupe de personnes, certaines semblent être les proies favorites des moustiques, tandis que d'autres sont presque épargnées. Cette différence alimente de nombreuses idées reçues. La plus répandue affirme que les moustiques seraient attirés par « l'odeur du sang ». Pourtant, les spécialistes sont formels : cette croyance est fausse. Les moustiques ne détectent pas le sang à distance. Ce qui les guide jusqu'à leur victime est un ensemble de signaux chimiques et physiques émis par le corps humain.

Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), seules les femelles moustiques piquent, car elles ont besoin des protéines contenues dans le sang pour produire leurs œufs. Avant même de piquer, elles repèrent leur cible grâce à plusieurs indices : le dioxyde de carbone (CO₂) rejeté par la respiration, la chaleur corporelle, l'humidité de la peau et surtout les odeurs naturelles produites par notre organisme. L'OMS souligne également que, même au sein d'une même espèce, certaines personnes sont naturellement plus attirantes pour les moustiques que d'autres.

Le premier signal détecté est le CO₂ que nous expirons. Les moustiques peuvent le percevoir à plusieurs dizaines de mètres. Une fois à proximité, ils utilisent leur odorat extrêmement développé pour analyser les centaines de molécules odorantes présentes sur notre peau. Enfin, à très courte distance, la chaleur corporelle et l'humidité les aident à localiser précisément la zone où ils piqueront.

Pourquoi certaines personnes sont-elles davantage

piquées ? Les recherches menées par les National Institutes of Health (NIH) et l'Université Rockefeller ont apporté une réponse majeure. En étudiant des volontaires pendant plusieurs années, les chercheurs ont découvert que les personnes les plus attractives présentaient une concentration beaucoup plus élevée d'acides carboxyliques sur leur peau. Ces molécules, produites naturellement par la peau et transformées par les bactéries du microbiote cutané, constituent une véritable « signature olfactive » particulièrement appréciée par les moustiques. Chez certains participants, cette attirance était plus de cent fois supérieure à celle observée chez les personnes les moins attractives.

Les scientifiques insistent donc sur un point essentiel : ce n'est pas le sang qui attire les moustiques, mais l'odeur de la peau. Cette odeur dépend de nombreux facteurs, notamment la génétique, le microbiote cutané, la transpiration et le métabolisme. Deux personnes ayant une hygiène identique peuvent ainsi dégager des profils chimiques très différents, ce qui explique pourquoi l'une est systématiquement piquée alors que l'autre l'est beaucoup moins. D'autres facteurs peuvent également augmenter l'attractivité d'une personne. Les femmes enceintes, par exemple, expirent davantage de CO₂ et présentent souvent une température corporelle légèrement plus élevée, ce qui les rend plus repérables. Les personnes qui viennent de pratiquer une activité physique attirent aussi davantage les moustiques en raison de l'augmentation de la chaleur corporelle, de la transpiration et de la production d'acide lactique. La fièvre produit un effet comparable.

Qu'en est-il du groupe sanguin ? Pendant longtemps, on a pensé que les moustiques préféraient les personnes du groupe O. Les résultats scientifiques restent toutefois mitigés. Quelques travaux ont montré une légère préférence chez certaines espèces, mais les spécialistes estiment que l'influence du groupe sanguin est faible comparée au rôle de l'odeur corporelle. La couleur des vêtements joue également un rôle. Des travaux récents ont montré que les moustiques sont davantage attirés par les couleurs sombres, notamment le noir, le bleu foncé et le rouge, surtout après avoir détecté le CO₂ expiré. À l'inverse, les vêtements clairs réfléchissent davantage la lumière et semblent moins attractifs. Les moustiques ne piquent pas uniquement parce qu'ils ont faim. Ils sont aussi responsables de la transmission de nombreuses maladies. L'OMS rappelle que les maladies transmises par les moustiques, comme le paludisme, la dengue, le chikungunya, la fièvre jaune ou le virus Zika, représentent un enjeu majeur de santé publique dans le monde, avec des centaines de millions d'infections chaque année. C'est pourquoi la prévention reste essentielle.

Pour limiter les piqûres, les experts recommandent d'utiliser des répulsifs homologués, de porter des vêtements couvrants et de couleur claire, d'installer des moustiquaires ou des moustiquaires imprégnées dans les zones à risque, d'éliminer toutes les eaux stagnantes autour des habitations afin d'empêcher la reproduction des moustiques et, lorsque cela est possible, de privilégier les pièces climatisées ou équipées de moustiquaires aux fenêtres.

A.B

HÔPITAL D'OPHTALMOLOGIE DE OUARGLA

Plus de 10.000 consultations spécialisées depuis début juin

Plus de 10.000 consultations et interventions chirurgicales ophtalmiques ont été effectuées, depuis début du mois de juin dernier à ce jour, au niveau de l'hôpital «Amitié algéro-cubaine» d'ophtalmologie de la wilaya de Ouargla, a-t-on appris samedi des responsables de cet établissement hospitalier. Ces consultations spécialisées ont profité aux patients de la région et d'autres régions du pays. Cet établissement a accueilli, au titre de son programme d'urgence, 2.200 patients ayant bénéficié des consultations et une prise en charge urgentes, a indiqué la même source, relevant que pas moins de 1.533 interventions ont été effectuées durant la même période par le staff médical algéro-cubain spécialisé, dont 490 interventions délicates en chirurgie cornéenne, ophtalmologie pédiatrique, rétinienne et neurochirurgicale, ainsi que dans d'autres spécialités. Menées conjointement par le staff algéro-cubain dans le cadre de la coopération médicale entre les deux pays, ces actions médicales ont la prise en charge permis d'une manière significative des cas malades requérant une grande expérience médicale et des techniques de pointe. L'hôpital «Amitié algéro-cubaine» d'ophtalmologie de Ouargla est un établissement spécialisé assurant des prestations médicales en ophtalmologie de pointe à la faveur de l'existence de grandes compétences médicales d'ophtalmologues ayant influé positivement sur la qualité des prestations et services prodigués aux malades. Ces prestations de qualité s'imbriquent au titre des efforts menées pour garantir une meilleure prise en charge médicale, notamment en maladies ophtalmologiques, et rapprocher les services thérapeutiques des citoyens.

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT À BOUMERDES

Des projets pour **renforcer** la collecte des déchets

La wilaya de Boumerdes s'attelle à la mise en œuvre de plusieurs projets visant à renforcer ses capacités en matière de collecte, de tri des déchets ménagers et de préservation de l'environnement et du milieu, à-on appris lundi du directeur de l'environnement et de la qualité de la vie. Selon M. Ali Aïouaz, ces projets, inscrits dans le cadre d'un programme sectoriel centralisé, visent à consolider les infrastructures et à élargir les interventions dans le domaine de la gestion des déchets.

Il s'agit notamment de la réalisation du 3e casier du Centre d'enfouissement technique (CET) de Corso (Est de la wilaya), d'une capacité de 6 millions de m³. Le taux d'avancement de ses travaux est actuellement évalué à 80 %. Un 2e projet concerne la construction du 2e casier du CET de Zemmouri (Est), d'une capacité de plus de 220.000 m³, financé par le Fonds national de l'environnement et du littoral (FNEL) et inscrit au programme de l'Agence nationale des déchets. Le 3e projet prévoit le renforcement des équipe-

ments du CET de Zaâtra, dans la périphérie de Zemmouri, avec l'acquisition d'une presse verticale à déchets, d'un bulldozer, de citernes, de deux camions et d'un tracteur agricole. La wilaya prévoit également de renforcer la collecte des déchets ménagers grâce à la généralisation progressive du tri sélectif. Dans une 1ère phase, 10 communes côtières seront dotées de 630 conteneurs de 770 litres et 240 litres, avant l'extension du dispositif à l'ensemble des communes de la wilaya. Les conteneurs jaunes seront réservés

à la collecte du carton et du plastique dans les cités d'habitation, les espaces publics et autres lieux, tandis que les conteneurs verts accueilleront les autres déchets. À noter que la production de déchets ménagers dans la wilaya a dépassé 900 tonnes/jour durant la saison estivale en cours. La collecte est assurée par l'entreprise de gestion des centres d'enfouissement technique «Madi-Net», qui couvre 14 communes, tandis que les 18 communes restantes prennent en charge ce service par leurs propres moyens.

**INCENDIE DANS
UNE USINE
CHIMIQUE EN
CHINE****Plus de 1.200
résidents
évacués**

Plus de 1.200 résidents ont été évacués après qu'un incendie survenu mardi dans une usine chimique a libéré des fumées irritantes dans l'air environnant à Kunming, capitale de la province chinoise du Yunnan (sud-ouest), ont indiqué mercredi les autorités locales. L'incendie s'est déclaré mardi vers 11h50 (heure locale) lors du chargement de phosphore jaune à la société Yunnan Hao-ming fine phosphorus Chemical Company, située dans l'arrondissement de Jinning, selon un communiqué de presse publié par le gouvernement de l'arrondissement. L'incendie a été éteint mardi à 22h07 (heure locale) et aucune victime n'a été signalée. La combustion du phosphore jaune a généré des fumées qui ont diminué la qualité de l'air local. L'exposition à ces fumées est connue pour irriter les yeux, le nez et les voies respiratoires. La société a suspendu sa production et ses activités. Les autorités poursuivront la surveillance et l'évaluation environnementales, tandis que la cause de l'incendie fait toujours l'objet d'une enquête.

**INONDATIONS ET
GLISSEMENTS
DE TERRAIN EN
INDE****Plus de 100
morts depuis
juillet**

Plus de 100 personnes ont trouvé la mort, depuis juillet en Inde, dans des inondations et des glissements de terrain dus aux pluies de mousson torrentielles, ont annoncé mercredi les autorités. Au moins 87 personnes sont mortes dans l'Etat d'Assam, dans le nord-est du pays qui figure parmi les régions les plus durement touchées par ces intempéries, selon le chef du gouvernement de cet Etat, Himanta Biswa Sarma. Dans la seule région de Sivasa-gar, au moins 47 personnes ont trouvé la mort et plusieurs zones restent inondées, at-il précisé. «La dévastation ici est sans commune mesure par rapport à tout ce que ces régions ont connues par le passé», a écrit mardi M. Sarma sur les réseaux sociaux. Les pluies de mousson, de juin à septembre, représentent en Asie du Sud de 70 à 80 % des prélèvements annuels, essentiels à l'agriculture et à l'activité industrielle. Chaque année, elles sont aussi la cause de morts et de destructions, mais le nombre d'inondations et de glissements de terrain meurtriers s'est accumulé ces dernières années. Les scientifiques estiment que le réchauffement climatique augmente la fréquence et l'intensité de ces phénomènes météorologiques extrêmes.

GUATEMALA

Alerte maximale face à l'éruption du **volcan** de Feu

Les autorités du Guatemala ont déclenché mardi une alerte rouge, le niveau le plus élevé, pour les zones proches de l'éruption du volcan de Feu, après avoir évacué des centaines de personnes vivant dans des hameaux voisins. Le Feu, considéré comme le volcan le plus actif d'Amérique centrale et situé près de la capitale, est entré en phase éruptive lundi matin. Son activité s'est amplifiée dans la nuit de lundi à mardi, avec des torrents de lave coulant le long de ses flancs et d'immenses colonnes de gaz et de cendres s'élevant dans le ciel. L'agence de coordination nationale dans la lutte contre les catastrophes, la Conred, a commencé dès lundi soir à faire évacuer les hameaux voisins du volcan et décrété une alerte «danger» (orange) au niveau national. Mardi, elle a relevé ce niveau d'alerte à rouge pour les départements de Sacatepéquez, Chimaltenango et Escuintla, où vivent 1,6 million de personnes. Au moins 500 habitants des villages d'El Porvenir et de Las Lajitas ont été transportés en bus jusqu'à une salle communale de San Juan Alotenango, à l'est du volcan, selon les chiffres préliminaires donnés par les pompiers. Malgré le relèvement de l'alerte, les autorités ont ouvert une route menant à la ville coloniale d'Antigua, classée

par l'UNESCO au patrimoine mondial et l'un des principaux sites touristiques du pays. L'activité de l'aéroport international de Guatemala City n'a jusqu'ici pas été affectée. Le ministère de l'Éducation a suspendu les cours en présentiel dans les écoles de trois localités proches. L'Institut de vulcanologie (Insivumeh) a indiqué mardi que l'activité éruptive totalise déjà 23 heures depuis son début et a réaffirmé le danger lié aux coulées de matériaux incandescents sur les flancs sud du volcan. Selon ses experts, une fontaine de lave de 200 à 300 mètres de hauteur s'est formée lundi au-dessus du cratère et la colonne de cendre a dépassé les 7.000 mètres. En se dispersant à des altitudes comprises entre 5.000 et 6.000 mètres, les cendres se déplacent sur des distances pouvant atteindre 130 km vers l'ouest. Selon l'Institut, 34 séismes ont été enregistrés au Guatemala au cours des dernières 24 heures, la plupart avec un épicycle dans l'océan Pacifique. Le Guatemala est situé sur la «ceinture de feu» du Pacifique et connaît une importante activité sismique et volcanique. Ces dernières années, plusieurs évacuations massives ont eu lieu du fait d'éruptions du Feu, qui culminent à 3.763 mètres d'altitude et se trouvent à 35 km à vol d'oiseau de Guatemala

Au moins 500 habitants des villages d'El Porvenir et de Las Lajitas ont été transportés en bus jusqu'à une salle communale de San Juan Alotenango, à l'est du volcan, selon les chiffres préliminaires donnés par les pompiers.



City, la capitale. En juin 2025, quelque 800 personnes avaient été évacuées en raison d'éruptions du Feu. En 2018, 215 personnes avaient trouvé la mort

et quelque 200 autres avaient été portées disparues dans des coulées de lave ayant ravagé un village sur les pentes de ce colosse.

PAYS-BAS

Un feu de forêt ravage 100 hectares dans le **Limbourg**

Un important incendie de forêt mobilisait mardi environ 300 pompiers dans une réserve naturelle de la province du Limbourg, dans le sud-est des Pays-Bas, où près de 100 hectares de végétation ont été détruits, selon les autorités locales. Déclenché lundi à la mi-journée près du village d'Oostrum, le feu restait difficile à maîtriser en raison de vents soutenus, d'un terrain difficile d'accès et de foyers profondément enfouis dans le sol, susceptibles de se rallumer. Les autorités ont toutefois indiqué que les flammes ne s'étaient pas étendues au-delà de la zone déjà touchée. Le niveau d'alerte a été relevé à 3, mobi-

lisant plusieurs centaines de secouristes pendant la nuit. Environ 900 000 litres d'eau ont été déversés sur la zone, tandis que des hélicoptères bombardiers d'eau ont été engagés pour renforcer les opérations au sol. Plusieurs routes rurales ont été fermées et un camping situé à proximité a été évacué par précaution. Les autorités n'ont pas encore déterminé l'origine exacte du sinistre. Elles ont rappelé que la sécheresse actuelle favorise une propagation rapide des incendies dans les espaces naturels, où la végétation desséchée constitue un combustible important. Cet incendie intervient dans un contexte de séche-

resse persistante en Europe, aggravé par des épisodes de fortes chaleurs. Les scientifiques soulignent que le réchauffement climatique contribue à assécher les sols et la végétation, augmentant la probabilité de feux de forêt et compliquant leur extinction. Les Pays-Bas ont déjà été confrontés à plusieurs incendies de végétation importants ces dernières années, poussant les autorités à renforcer la coopération européenne en matière de lutte contre les feux. Lors de précédentes vagues d'incendies, le pays avait notamment bénéficié du soutien de mécanismes européens de protection civile.

CANADA

Autorisation des **essais cliniques** d'un vaccin contre Ebola

Le Canada a autorisé le lancement d'essais cliniques pour un vaccin contre la souche Bundibugyo du virus Ebola, a annoncé mardi le ministère canadien de la Santé. Cet essai de phase I vise à évaluer l'innocuité du candidat vaccin, à déterminer une gamme de doses sûres et à identifier d'éventuels effets secondaires. Aucun cas d'Ebola n'a jusqu'à présent été recensé au Canada. Les volontaires sains participant à l'étude recevront une dose du vaccin afin d'évaluer la production d'anticorps contre cette souche du virus. À ce jour, il n'existe ni vaccin homologué ni traitement spécifique contre le variant Bundibugyo, responsable de l'épidémie déclarée le 15 mai en République démocratique du Congo (RDC). Parmi les candidats les plus prometteurs figure le vaccin rVSV Bundibugyo, présenté par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) comme une piste avancée et dont le développement sera assuré par un laboratoire basé à Singapour. Fin juillet, un premier volontaire a également reçu une dose d'un autre vaccin expérimental développé par l'Université d'Oxford, au Royaume-Uni. Des traitements font parallèlement l'objet d'essais cliniques, conformément aux recommandations de l'OMS. Transmis par contact avec les fluides corporels d'une personne infectée, le virus Ebola provoque une fièvre hémorragique potentiellement mortelle. En RDC, la situation sanitaire reste préoccupante : selon l'OMS, 567 nouveaux cas et 296 décès ont été enregistrés en une semaine, soit les niveaux les plus élevés depuis le début de la flambée. Au 1er août, le bilan atteignait 3 748 cas confirmés et 1 657 décès, soit un taux de létalité de 44,2 %. Cette résurgence est devenue la plus importante jamais enregistrée dans le pays, dépassant celle de 2018-2020, qui avait totalisé 3 317 cas confirmés. L'OMS attribue cette progression aux déplacements de populations, aux activités minières et aux mouvements transfrontaliers. L'organisation estime qu'« un changement d'échelle substantiel sera nécessaire dans tous les piliers » de la riposte pour contenir la propagation du virus. Son directeur régional pour l'Afrique, Mohamed Janabi, doit prochainement se rendre en Ituri, devenue l'épicentre de la crise. Les autorités sanitaires congolaises poursuivent, avec leurs partenaires internationaux, les opérations de surveillance, de prise en charge des patients et de développement de nouveaux outils de prévention afin de limiter la propagation du virus.

Feynord Rotterdam

Le salaire mirobolant offert à Hadj Moussa !

L'international algérien, Anis Hadj Moussa se rapprocherait de Newcastle, où un contrat de cinq ans assorti d'un salaire particulièrement élevé l'attendrait. Anis Hadj Moussa se rapprocherait sérieusement de Newcastle. Selon les dernières informations autour du dossier, l'international algérien aurait trouvé un accord de principe avec les Magpies pour un contrat de cinq saisons. Aucun communiqué officiel n'a toutefois été publié par Newcastle ou Feyenoord à ce stade. Le volet salarial donne une autre dimension à l'opération. Hadj Moussa pourrait percevoir 120 000 livres par semaine, soit environ 6,2 millions de livres par an, hors bonus. Newcastle préparerait parallèlement une offre de 35 millions de livres, composée de 32 millions fixes et de trois millions de bonus. Feyenoord réclamerait 37 millions, laissant seulement deux millions d'écart entre les positions. L'ailier de 24 ans aurait déjà tranché concernant son avenir : « Je ne veux que Newcastle. » Il aurait ainsi écarté les sollicitations venues d'Arabie saoudite, malgré des propositions financièrement importantes, ainsi que les pistes portugaises. Après l'intérêt de Benfica et du Sporting CP, son objectif prioritaire serait désormais de découvrir la Premier League. Élu meilleur joueur de Feyenoord par les supporters au terme de la saison 2025-2026, Hadj Moussa avait inscrit 14 buts et délivré sept passes décisives en 40 rencontres toutes compétitions confondues. Si les montants annoncés se confirment, Feyenoord pourrait difficilement repousser l'opération. Recruté pour environ 3,5 millions d'euros en 2024, l'Algérien permettrait au club néerlandais de réaliser une plus-value considérable. Un accord définitif serait espéré avant la fin de la semaine.

L- 2/ amateurs 2026-2027

Réunion de coordination de la LNFA et tirage au sort du calendrier dimanche

La Ligue nationale de football amateur (LNFA) organise dimanche prochain une réunion de coordination avec les présidents des clubs de la Ligue 2 amateur, dans le cadre des préparatifs du coup d'envoi de la saison footballistique 2026-2027, a indiqué l'instance dans un communiqué. Cette rencontre, qui se tiendra à l'hôtel New Day de Hussein Dey, sera consacrée à l'examen des différentes dispositions organisationnelles et administratives liées au nouvel exercice, ainsi qu'à la coordination des efforts entre les différentes parties afin d'assurer le lancement de la compétition dans les meilleures conditions. La réunion sera suivie de la cérémonie de tirage au tri du calendrier du championnat de Ligue 2 amateur pour la saison 2026-2027, en présence des représentants des clubs concernés, précise la même source.

QUARTS DE FINALE DE LA CAN-2026

Les Vertes face à leur destin devant la Côte d'Ivoire

L'heure de vérité a sonné pour l'équipe nationale algérienne féminine de football. Samedi à 18h, sur la pelouse du stade Moulay Rachid de Casablanca, les Vertes s'apprêtent à disputer l'un des matches les plus importants de leur histoire récente.



En quarts de finale de cette Coupe d'Afrique des nations (CAN-2026), l'Algérie croisera le fer avec la redoutable formation de la Côte d'Ivoire. Un duel au sommet qui sent la poudre et qui promet des étincelles, avec en point de mire une place convoitée dans le dernier carré de la compétition continentale. Pour arriver à ce stade de la compétition, les protégées du sélectionneur national Farid Bensetiti ont dû batailler ferme. Placée dans un groupe A particulièrement relevé en compagnie du pays hôte, le Maroc, ainsi que du Sénégal et du Kenya, la sélection algérienne a fait preuve d'un caractère bien trempé. Après avoir idéalement lancé leur tournoi en dominant le Sénégal (2-0), les coéquipières de Kerchouni ont concédé un court revers sur le fil face aux Marocaines (0-1), avant de composer, avec autorité et brio, leur billet pour les quarts grâce à un succès net et sans bavure contre le Kenya (2-0). Avec un bilan de deux victoires, une défaite, quatre buts inscrits et un seul encaissé, les Algériennes ont terminé à une probante deuxième place de leur poule. Cependant, les joueuses de la sélection savent pertinemment que le niveau

s'élève considérablement à présent. L'objectif avoué est de faire mieux que lors de la précédente édition, où l'aventure s'était arrêtée prématurément à ce même stade des quarts de finale face aux redoutables Ghanéennes. Cette fois-ci, les Vertes ont emmagasiné de l'expérience, de la maturité et de la confiance.

Une Côte d'Ivoire solide et ambitieuse sur la route des Algériennes

En face, la tâche s'annonce ardue. La Côte d'Ivoire s'est adjugée la première place du groupe B au terme d'un parcours séduisant, bouclé avec sept précieux points au compteur. Les Ivoiriennes ont validé leur suprématie dans cette poule en s'imposant lors de la dernière journée face à la Tanzanie (2-0), grâce à des réalisations signées Ouedraogo (44e) et Konan sur penalty (68e), devançant ainsi l'Afrique du Sud. Les Éléphantines constituent un adversaire coriace, réputé pour son impact physique, sa rigueur tactique et la vivacité de ses individualités. Des taulières comme Rebecca Ouedraogo et l'expérimentée Rosemonde Kouassi s'affirment comme les fers de lance de cette équipe, capables de faire basculer une rencontre sur un exploit

individuel. La solidité défensive des Ivoiriennes, couplée à leur tranchant offensif, exigera une concentration maximale de l'arrière-garde algérienne.

Prouver que le football féminin algérien a grandi

Malgré la difficulté de la mission, l'optimisme est de mise au sein du camp algérien. Farid Bensetiti et son staff technique ont minutieusement décortiqué le jeu de l'adversaire afin de trouver la formule idyllique. Les joueuses, conscientes des attentes de tout un peuple, sont déterminées à tout donner sur le terrain, à se battre sur chaque ballon et à repousser leurs limites. Au-delà de la simple qualification, ce quart de finale représente une formidable vitrine pour le sport roi au féminin en Algérie. Une qualification pour le dernier carré permettrait de confirmer la courbe de progression constante de la discipline et d'inscrire durablement le nom des Vertes parmi les nations fortes du football africain. Samedi, l'Algérie jouera bien plus qu'un match : elle jouera son avenir et sa crédibilité continentale.

H.M.

USM ALGER

N'diaye : «Faire mieux que la saison dernière»

L'entraîneur sénégalais de l'USM Alger (Ligue 1 Mobilis de football), Lamine N'diaye, a affiché mardi, ses ambitions pour la nouvelle saison, tout en appelant les supporters à continuer de jouer leur rôle de «12e homme», estimant que le club devait s'appuyer sur la dynamique de la fin de l'exercice précédent pour viser de nouveaux succès. «On a connu une fin de saison excitante et je pense que c'était tellement bien qu'on a envie de la répéter, voire de faire encore mieux», a déclaré le technicien sénégalais dans un entretien accordé au département média du club. L'ancien entraîneur du TP Mazembe (RD Congo), âgé de 69 ans, avait rejoint les «Rouge et Noir» en février dernier, en remplacement d'Abdelhak Benchikha. En quelques mois,

N'diaye a mené le club de Soustara à réaliser le doublé : Coupe de la Confédération-Coupe d'Algérie, incitant la direction à renouveler son contrat. L'entraîneur a indiqué que son équipe était au travail depuis le 13 juillet, avec une préparation intensive marquée par deux séances quotidiennes. «Il y a du travail, on le savait. Des joueurs sont partis, d'autres sont arrivés et nous faisons tout pour les intégrer le mieux possible. Certains sont des revenants et ils ont eux aussi envie de se lancer dans cette aventure avec nous», a-t-il expliqué. L'entraîneur de l'USMA a insisté sur la nécessité de bâtir un groupe solide capable de répondre aux nombreux défis qui attendent le club cette saison. «Nous travaillons sur les aspects technique, tactique, physique et

mental. Surtout, nous voulons former un groupe fort, car les défis qui nous attendent exigent que nous soyons armés dans tous ces domaines pour prétendre à quelque chose de positif», a-t-il affirmé. -- «Nous recherchons des joueurs de très bon niveau» -- Concernant l'état d'avancement de la préparation, N'diaye s'est montré satisfait de l'implication de son effectif, y compris des internationaux (le gardien Benbot et Abada, NDLR), revenus plus tardivement après la Coupe du monde 2026. «Les joueurs travaillent d'aplomb, ils sont attentifs et savent que les résultats passent par les efforts consentis aujourd'hui. Pour récolter des fruits, il faut accepter cette souffrance, qui est une bonne souffrance», a-t-il augmenté. Évoquant les nouvelles recrues, le coach sénéga-

lais a assuré que leur intégration se déroulait dans les meilleures conditions. «Les joueurs, les dirigeants et le public sont très accueillants. Les nouveaux se sentent déjà très à l'aise et nous faisons tout pour qu'ils puissent donner leur pleine mesure», a-t-il souligné. Enfin, N'diaye a également révélé que l'USMA poursuivait son travail sur le marché des transferts afin d'étoffer son effectif en prévision d'un calendrier chargé. «L'idée est de doubler tous les postes, car nous aurons une cinquantaine de matches, voire plus de cinquante, à disputer. Un seul joueur ne peut pas tout jouer. Nous recherchons des joueurs de très bon niveau, mais surtout des joueurs motivés pour défendre nos couleurs. C'est un critère essentiel», a-t-il conclu.

Turquie

Un contrat XXL pour Salah, proche d'un accord avec Trabzonspor

Un nouveau défi en vue, avec un salaire XXL à la clé. Le club turc de Trabzonspor a annoncé mardi soir avoir entamé «des négociations» avec l'attaquant vedette égyptien Mohamed Salah, libre depuis son départ de Liverpool où il a joué neuf saisons.

«Des négociations ont démarré concernant le transfert vers notre club du joueur professionnel Mohamed Salah», a indiqué sur X l'équipe de la mer Noire, qui disputera les barrages de la Ligue Europa après sa troisième place en championnat la saison passée. Le joueur de 34 ans, capitaine et superstar de l'équipe d'Égypte, arrivera mercredi midi à Istanbul, où il doit passer une visite médicale, avant de se rendre à Trabzon dans la soirée, a précisé Trabzonspor.

Salah, qui avait également été approché par Besiktas, doit signer un contrat de deux saisons dont une en option, et percevra 17 millions d'euros par an, selon plusieurs médias turcs. Pour comparer, le salaire estimé d'Ousmane Dembélé, le joueur le mieux payé de Ligue 1, est de 18 millions d'euros par an.

Sacré champion de Turquie pour la dernière fois en 2022, Trabzonspor est le seul club d'Anatolie à tenir tête à Galatasaray, Fenerbahçe et Besiktas, les trois grandes écuries stambouliotes.

Salah a acquis le statut de légende avec la sélection égyptienne (66 buts en 119 sélections) et à Liverpool, avec 257 buts et 123 passes décisives en 442 matches. Arrivé de l'AS Rome en 2017, Salah a remporté neuf titres avec les Reds, dont deux en Premier League et un en Ligue des champions.

«The Egyptian King», comme il est surnommé en Angleterre, a toutefois réalisé une ultime saison très éloignée de ses standards habituels, sans que sa popularité ne s'en trouve amoindrie sur les rives de la Mersey ou du Nil.

Fifa

Des cadres prennent leurs distances avec Infantino

D'Arsène Wenger au secrétaire général Mattias Grafström, des voix s'élèvent jusqu'au sein de la Fifa pour prendre leurs distances avec le président Gianni Infantino, principal défenseur d'un projet finalement avorté d'ouverture du Mondial aux investisseurs privés, et candidat à sa réélection en mars.



«La décision de retirer le projet était absolument nécessaire et incontestable», a déclaré mardi Arsène Wenger, actuel directeur du développement du football mondial au sein de l'instance, à propos du projet controversé de la Fifa de créer une société commerciale (la Fifa Forward Enterprise, FFE).

Le Français, à la Fifa depuis 2019, dit dans un communiqué «fermement croire à une Fifa indépendante, qui sert le football avec engagement, transparence, et intégrité». «Je n'étais pas impliqué dans ce projet dont j'ai appris l'existence dans la presse», ajoute l'ancien entraîneur emblématique d'Arsenal, qui est également conseiller technique au sein de l'Ifab, l'instance qui régit les lois du foot.

Présenté à la surprise générale mardi dernier après qu'il a été révélé par la presse, le projet défendu par

Infantino, qui a toujours affirmé sa volonté de «libérer le potentiel commercial» du football, a finalement été retiré dans la nuit de vendredi à samedi face à l'opposition de nombreux acteurs du foot, dont la confédération européenne (UEFA).

«Les individus passent»

Wenger n'est pas le seul au sein de l'instance qui gère le foot mondial à avoir pris ses distances avec ce projet, mais aussi avec Infantino, y compris parmi son entourage. Dans un mail envoyé mardi aux salariés de la Fifa et consulté par l'AFP, le secrétaire général de l'instance Mattias Grafström a regretté «une série d'événements tristes et condamnables», qui ont «heureusement abouti à l'abandon permanent» du projet.

«Les individus, les moments d'instabilité et les épi-

sodes malheureux passent», souligne Grafström, ancien chef de cabinet d'Infantino lors de l'accession de ce dernier à la présidence en 2016, et qui est devenu secrétaire général de l'instance en 2024.

«L'institution, sa mission et sa responsabilité envers le football continuent», ajoute-t-il. Avant lui, un autre proche d'Infantino avait dit s'opposer «catégoriquement» à ce projet: son conseiller principal Carlos Cordeiro, lui-même ancien banquier d'affaires. Il a démissionné vendredi, jugeant que le projet était «une mauvaise chose pour l'avenir à long terme du jeu». Cette contestation au sein même de la Fifa vient s'ajouter aux pressions extérieures, venant notamment de la puissante UEFA mais aussi de la Concacaf (confédération nord-américaine et des Caraïbes), qui après avoir torpillé le projet de FFE, ont critiqué directement Infantino.

Côte d'Ivoire

Hervé Renard revient pour diriger les Éléphants

Après avoir très brièvement dirigé la Tunisie lors de la Coupe du monde de football 2026, Hervé Renard a été nommé sélectionneur de la Côte d'Ivoire. Hervé Renard va faire son grand retour chez les Éléphants. Le Français a en effet été nommé sélectionneur de la Côte d'Ivoire pour succéder à Émerse Faé, a annoncé mardi la fédération ivoirienne de football

(FIF) sur ses réseaux sociaux. Âgé de 57 ans, celui qui a brièvement dirigé la Tunisie lors du Mondial-2026 en étant arrivé en pleine compétition, avait déjà occupé ce poste entre 2014 et 2015, avec à la clé une Coupe d'Afrique des nations en 2015. Hervé Renard, dont l'arrivée avait été annoncée dès mardi par le journal le Parisien, prend la suite de Émerse Faé, non reconduit par la FIF malgré une Coupe d'Afrique des nations remportée en 2024 et une qualification en 16e de finale lors de la Coupe du monde, une première dans l'histoire du pays.

Natif d'Aix-les-Bains, à la modeste carrière de joueur, Hervé Renard a eu plus de succès dans sa carrière d'entraîneur, entamée en 1998 à Draguignan, en National 3. Il a dirigé au cours de sa carrière de nombreuses sélections. Il avait ainsi pris la tête de la Tunisie à la suite du lourd revers contre la Suède (5-1) lors du premier match des Aigles de Carthage au Mondial, une déroute qui avait coûté sa place à Sabri Lamouchi. Il a officié à deux reprises, avec deux défaites à la clé, contre le Japon (4-0) et les Pays-Bas (3-1).

ESPAGNE

Barcelone prépare un détournement sensationnel pour Rodri

La course pour obtenir la signature de Rodri a pris une tournure spectaculaire alors que le Barça se prépare à lancer une tentative de détournement pour le milieu de terrain patron de City. Alors que le Real Madrid était depuis longtemps considéré comme le grand favori pour le capitaine vainqueur de la Coupe du monde, des informations de SPORT suggèrent que le géant de l'Etihad est désormais convaincu qu'une offre officielle du Camp Nou est imminente. Le Real Madrid a entamé des négociations formelles pour l'ancien joueur de l'Atletico Madrid il y a environ dix jours, le président Florentino Perez ayant donné son feu vert total pour conclure l'opération, selon The Sun. Cependant, malgré l'élan initial, aucun accord n'a été trouvé entre les deux clubs. Ce qui ne fait qu'attiser les spéculations, c'est la suggestion selon laquelle

Rodri lui-même nourrit des réserves au sujet d'un possible transfert au Real Madrid. Le rapport affirme que le milieu de terrain estime que son style technique conviendrait mieux à la philosophie de jeu du FC Barcelone plutôt qu'au système de Jose Mourinho.

Si l'attrait du Barça est fort, le principal obstacle pour Barcelone reste sa situation financière délicate. Au-delà de l'importante indemnité de transfert nécessaire pour l'arracher à Manchester, les dirigeants du club craignent qu'il soit difficile d'intégrer son salaire conséquent dans le plafond salarial imposé par la ligue.

Maresca reste calme au milieu du bruit

Malgré les rumeurs persistantes, le nouvel entraîneur de City, Enzo Maresca, est resté serein concernant l'avenir de son milieu de terrain clé. Le technicien italien se concentre sur l'état de

santé immédiat du joueur, puisque Rodri a subi avec succès une opération pour un problème de dos après son récent triomphe en Coupe du monde.

«Nous devons dire qu'autour des grands joueurs, il y a toujours des spéculations. Cela ne m'inquiète pas, c'est normal», a déclaré Maresca. Ils ont remporté la Coupe du monde et il a été l'un des meilleurs joueurs. Chaque entraîneur veut avoir Rodri, mais maintenant, opération. Il a besoin de se reposer et de récupérer, puis il reviendra ici avec nous.»

La prise de position publique de l'entraîneur reflète une volonté de garder l'attention sur le terrain, même si la direction gère l'intérêt complexe des deux plus grands clubs d'Espagne. Rodri reste un élément vital de la machine City, et alors que son avenir fait l'objet d'intenses débats, sa priorité immédiate est de retrouver sa

pleine forme.

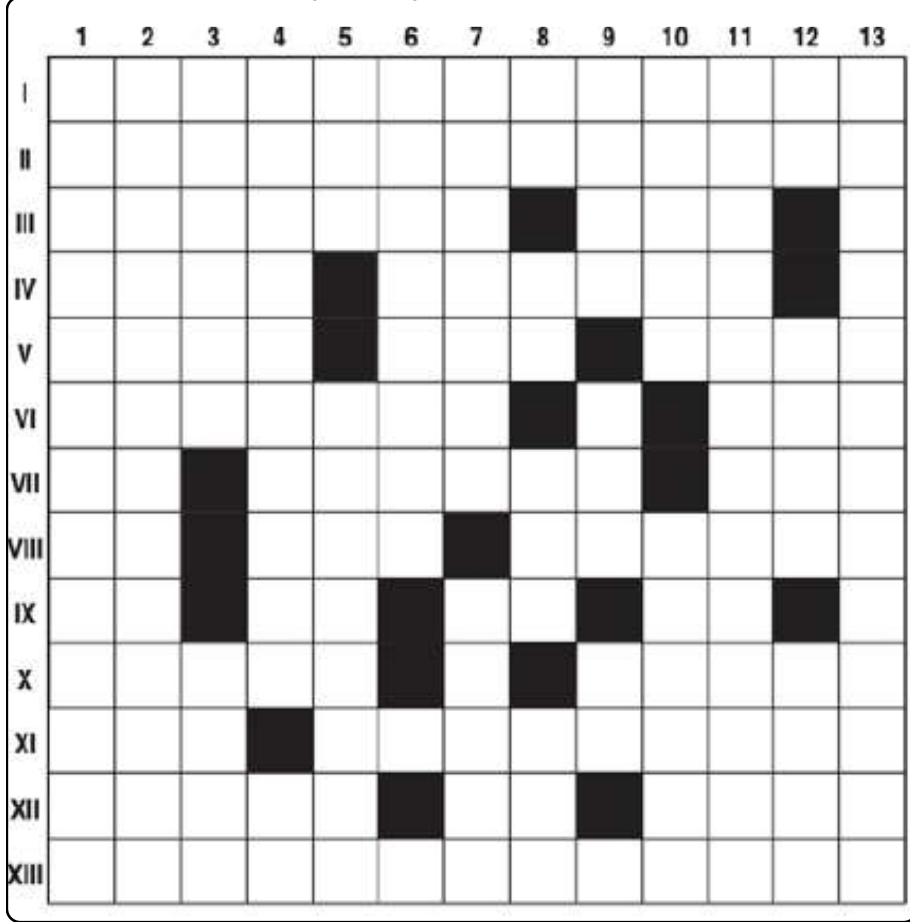
Les modalités financières d'un éventuel accord restent un point de blocage entre les parties concernées. Manchester City réclamerait un montant d'environ 56 M€ pour le milieu de terrain, tandis que le Real Madrid a jusqu'à présent indiqué n'être prêt à offrir qu'un maximum de 43 M€.

Rodri aborde la nouvelle saison en tant que vainqueur de la Coupe du monde, mais il sort aussi d'un exercice lors duquel son implication a été quelque peu limitée par des blessures persistantes aux ischio-jambiers et à l'aine. Ces inquiétudes sur le plan physique, combinées à sa rééducation post-opératoire, signifient que tout prétendant intéressé devra soigneusement peser les risques face aux bénéfices évidents qu'apporterait la signature de l'un des meilleurs milieux défensifs du monde.

LES MOTS FLÉCHÉS

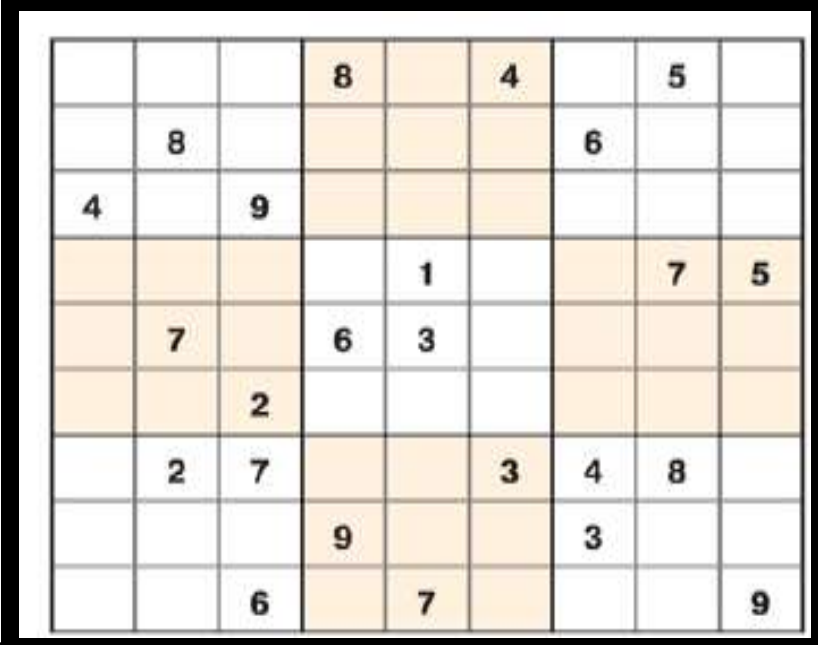
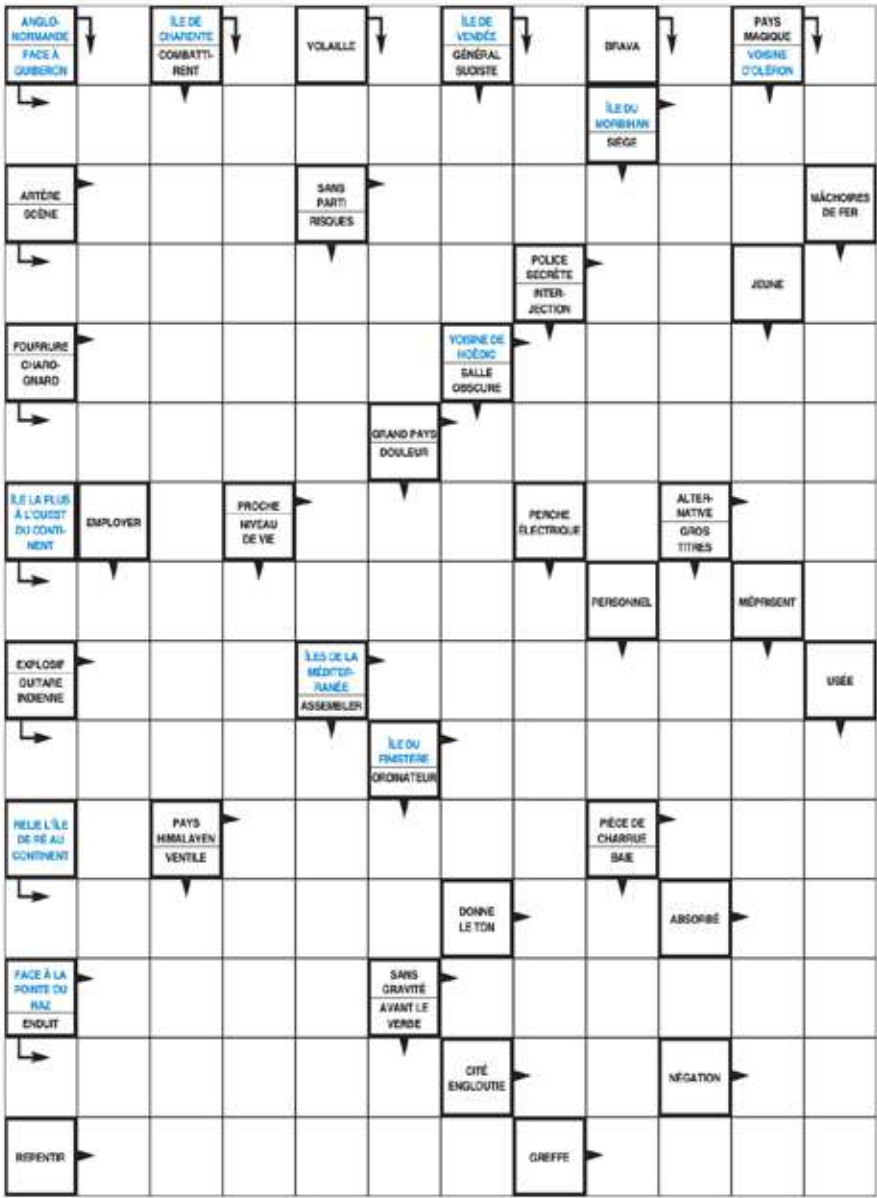
I. Après sa mort, divers poèmes et essais furent publiés sous le titre MIRACLES (1924). II. Impensable en salle de réanimation. III. Chaussais, et prenais soin des pieds. Interjection exprimant le doute. IV. La place forte de cette commune fut cédée à la France en 1713 suite au traité d'Utrecht. Il était donc étendu sans mouvement. V. Fleuve côtier de France et de Belgique. Arrivée en fin d'année. Fait forcément bonne impression. VI. Deux lettres en une seule. Comme de bien entendu... VII. Tête d'ahuri. Sultan d'Egypte de la dynastie des Mamelouks Burdjites. Prend tout autant soin des arabes que des anglais. VIII. Deux otées de huit. Pronom indéfini. En Bolivie andine et à près de 4 000 mètres d'altitude. IX. Un quartier d'Aix-les-Bains. Conjonction. Quelque chose de monstrueux que l'on retrouve en Russie. Au milieu du Togo. X. Elle rejoint le Rhin à Bâle. Ce n'est pas que pour les malaises que certains le prennent en main. XI. Ce genre d'échange, on le retrouve dans le métro parisien. Mise plus bas que terre. XII. Point décisif dans les arts martiaux. Morceau de pain. A de fortes mâchoires. XIII. Nom donné aux auteurs des massacres de septembre 1792.

1. Couvent de femmes fondé à Paris rue de Sèvres en 1640 et où Madame Récamier résida de 1819 à 1849. 2. Roi de France, fils de Philippe Egalité et de Louise-Marie de Bourbon-Penthièvre. 3. Différents. Ce général français fut le gouverneur de Dantzig. 4. Peuvent-elles être amenées à rire jaune ? Morceau d'entrecôte. 5. Premier mot du nom de la capitale de la province de Khanh Hoa. Rouge, elle ne peut en aucun cas être un signe avant cœur. 6. Faisons semblant. 7. Ils vivent près d'un point d'eau dans le désert. Vièle arabe. 8. Dans un



**La phrase-mystère est :
LA PALME D'OR**

ADSL	CONNEXION	FRAUDE	PIRATE	SURFER
ANTIVIRUS	COOKIE	GOOGLE	PIXEL	TCHAT
ARNAQUE	COURRIEL	HACKER	PLUGIN	VEILLE
AROBASE	ECRAN	INTRANET	PODCAST	WEBMASTER
AVATAR	EMAIL	LOGICIEL	PORTABLE	WIFI
BANDEAU	EMOTICONE	MODEM	PRESSE	
BONUS	ETOILE	NUMERIQUE	RESEAU	
CERTIFICAT	FIBRE	OCTET	SMILEY	
COMMUN	FORUM	PAREFEU	SPAM	



SOLUTION

LES MOTS FLÉCHÉS



SUDOKO

SUDOKO — LES MOTS CROISÉS

FESTIVAL CULTUREL AFRO-MÉDITERRANÉEN DE LA PENSÉE

L'Algérie, un **carrefour** des cultures et des idées

Avec une plateforme permanente de réflexion collective et un cadre bien défini, de véritables traditions philosophiques pourraient émerger, tout en renforçant la coopération académique.



Le ministère de la Culture et des Arts s'est fendu, lundi passé, d'un communiqué, dans lequel il souligne que cette décision concrétisait une démarche intellectuelle adoptée par le ministère, qui en a fait l'un de ses engagements majeurs pour ancrer la culture comme un espace de création de sens, de promotion du dialogue et de revitalisation du patrimoine civilisationnel commun entre les peuples.

Pour le ministère, et avec la mise en place de cette manifestation, la démarche est « d'inscrire durablement la réflexion intellectuelle et le débat d'idées au cœur de l'action culturelle nationale », met-il en avant.

La même source explique que ce festival « repose sur la conviction que l'espace afro-méditerranéen dépasse la simple géographie : il s'agit d'un ensemble civilisationnel forgé par des siècles d'interactions intellectuelles, culturelles et humaines », et forte de sa mémoire historique et de son rôle rassembleur, « l'Algérie est pleinement qualifiée pour servir de carrefour à ce dialogue et de tribune aux grandes interrogations contemporaines et futures de l'humanité », estime le ministère ; faisant observer que l'événement, en outre, va adopter un format itinérant, chaque édition devant être organisée dans une wilaya différente. Et Pour la

tutelle, « ce choix traduit sa volonté de diffuser l'impact de cet événement à travers tout le territoire national, dans l'objectif de transformer la pensée en une « pratique culturelle vivante, ancrée dans la société et enrichie par la diversité de ses territoires ».

Le communiqué rappelle également que cette nouvelle manifestation

« s'inscrit dans la vision du ministère de la Culture et des Arts visant à bâtir des manifestations à l'impact cognitif durable. Elle fait de la culture un levier de prise de conscience et de la pensée l'un des principaux vecteurs du rayonnement civilisationnel de l'Algérie dans ses espaces africain, méditerranéen et universel ». Il s'agit donc de créer un espace permanent de production d'idées, d'échanges scientifiques et de réflexion sur les enjeux de notre monde. Par ailleurs, il faut savoir que l'idée de ce festival a pris forme lors de la première édition des Rencontres afro-méditerranéennes de la pensée, organisées à Alger, les 29 et 30 avril derniers, sous le thème « Saint Augustin : une manifestation algérienne, africaine et méditerranéenne ». Cette rencontre a constitué le premier jalon ayant conduit à l'institutionnalisation de cette initiative. « Le projet a ensuite parachevé ses fondements institutionnels avec la publication de l'arrêté de création. Le

niveau scientifique élevé, la qualité des participants et la profondeur des débats ont en effet révélé la nécessité d'un cadre institutionnel permanent à même de pérenniser cet élan », précise le communiqué. Pour rappel, ces rencontres avaient réuni des universitaires, chercheurs, philosophes et spécialistes venus d'Algérie et de plusieurs pays africains et méditerranéens autour de la figure de saint Augustin, mettant en lumière la richesse du patrimoine intellectuel partagé entre les deux rives de la Méditerranée et le continent africain. Elles avaient également permis d'ouvrir un dialogue sur les grandes questions philosophiques et culturelles qui traversent les sociétés actuelles. Somme toute, l'initiative de création de ce festival poursuit plusieurs objectifs stratégiques, notamment consacrer l'Algérie comme un espace international d'accueil de la pensée, favoriser la rencontre féconde avec son patrimoine culturel et intellectuel, renforcer la conscience de l'identité nationale, et rapprocher la réflexion philosophique de l'espace public. Avec une plateforme permanente de réflexion collective et un cadre défini, de véritables traditions philosophiques peuvent émerger, de même que la coopération académique pourrait se renforcer.

RC

**PLUS DE 100
ACTIVITÉS
CULTURELLES
PROPOSÉES POUR
LE MOIS D'AOÛT**

**Rayonnement à Aïn
Temouchent**

Le secteur de la Culture et des Arts de la wilaya d'Aïn Temouchent a élaboré un programme riche et varié comprenant plus de 100 activités culturelles destinées aux enfants et aux jeunes, dans le cadre de la manifestation « Notre été est créativité », qui se déroulera tout au long du mois d'août jusqu'au 1er septembre prochain, a indiqué, mercredi, le directeur de la Culture et des Arts de la wilaya, Abdelali Goudid.

Ces activités, organisées sous le patronage du ministère de tutelle, sont réparties en sept ateliers spécialisés, notamment l'atelier « Mon quartier en couleurs », destiné aux enfants passionnés de dessin, l'espace « Mon histoire et mon théâtre », consacré à la création théâtrale, ainsi que l'atelier « La du musée », qui met en scène plusieurs étapes de l'histoire à travers une animation culturelle originale, a précisé le même responsable.

Le programme estival comprend également un atelier de slam et de déclama-tion poétique, destiné aux amateurs de rythmes artistiques contemporains et de poésie, un atelier de stand-up comédie consacré au monologue humoristique, un atelier « La rue du conteur et du goual », dédié à l'art du récit traditionnel, ainsi qu'un atelier « mobile film », destiné aux enfants et aux jeunes intéressés par la réalisation de vidéos à l'aide de téléphones portables.

Selon M. Goudid, la manifestation « Notre été est créativité » vise à découvrir, encourager et accompagner les talents créatifs des enfants et des jeunes, tout en faisant de la culture un espace d'apprentissage, de création et d'expression dans le cadre de ce rendez-vous culturel estival.

Ce programme culturel estival concernera l'ensemble des établissements relevant du secteur de la Culture et des Arts, notamment la Maison de la culture « Aïssa Meassaoudi », la Bibliothèque principale de lecture publique « Malek Bennabi », ainsi que plusieurs espaces publics, dont le jardin « Emir Abdelkader » de la ville d'Aïn Temouchent. Des activités seront également organisées dans plusieurs communes de la wilaya, notamment Beni Saf, Hammam Bouhadjar, Chaâbet Lehram et Terga, souligne-t-on.

CRITIQUE CINÉMATOGRAPHIQUE

L'AARC **lance** un atelier au profit des journalistes et professionnels des médias

L'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (AARC) lance un atelier dédié à la critique cinématographique, une initiative destinée à renforcer les compétences des journalistes et professionnels des médias dans l'analyse des œuvres du septième art, a indiqué hier un communiqué de l'Etablissement.

La même source précise que l'atelier se tiendra à la Villa Dar Abdeltif, à Alger. Ce cycle de formation s'inscrit dans une démarche de soutien à la presse culturelle et de promotion d'un discours critique spécialisé.

Selon l'AARC, cette formation répond à un besoin croissant de développer une véritable

culture de la critique cinématographique au sein des médias. L'objectif est d'aller au-delà des comptes rendus descriptifs et des impressions générales pour proposer des analyses approfondies, fondées sur la maîtrise du langage filmique, la compréhension des courants esthétiques et la prise en compte des contextes artistiques et intellectuels des œuvres.

À travers cette initiative, l'agence entend également rapprocher le monde du cinéma et celui du journalisme culturel. Elle ambitionne de faire de la critique un espace d'interprétation, de décryptage et de réflexion susceptible d'enrichir le débat public autour des productions

cinématographiques et de contribuer à l'essor d'une presse culturelle de qualité. L'atelier sera animé par le Dr Elias Boukhmoucha et accueillera 20 journalistes sélectionnés sur dossier. Les participants suivront 8 séances de formation organisées entre le 8 octobre et le 24 décembre 2026 à la Villa Dar Abdeltif. Les rencontres se dérouleront les 8 et 22 octobre, les 5 et 19 novembre, puis les 3, 17, 23 et 24 décembre. Le programme vise à développer les capacités d'analyse critique de films de différents genres, à fournir aux participants les outils méthodologiques de l'écriture critique et à approfondir leur connaissance de l'histoire du cinéma ainsi que de ses principaux

courants esthétiques. Il prévoit également un travail sur l'analyse de l'image, du récit, de la mise en scène et du jeu des acteurs, avec l'ambition d'élever le traitement journalistique du cinéma au rang d'une véritable critique spécialisée.

La formation est ouverte aux journalistes et aux professionnels des médias manifestant un intérêt pour le cinéma ou la culture. Les candidats devront s'engager à suivre l'ensemble des huit séances et à participer aux exercices pratiques. Les inscriptions sont ouvertes jusqu'au 10 septembre 2026. Les dossiers de candidature doivent comprendre un CV.

Trait
d'esprit

“J’ai détesté chaque minute de mes entraînements, mais je me suis toujours répété de ne jamais abandonner. Souffre maintenant et vis le reste de ta vie en champion.”

Mohamed Ali

ETUSA

La station Aïssat Idir déplacée vers le 1^{er} Mai



L'ETUSA a annoncé le transfert temporaire de la station Aïssat Idir vers la station 1er Mai, une mesure qui concerne quatre lignes de bus et restera en vigueur jusqu'à nouvel ordre. Cette décision s'inscrit dans le cadre de l'organisation

du réseau et de l'exploitation des services de transport à Alger. Sont concernées par ce changement les lignes suivantes : la ligne 19 vers Bab Ezzouar, la ligne 94 vers la cité Mokhtar Zerhouni, la ligne 66 vers Bachdjerrah et la ligne 169 vers Sidi M'hamed. L'ETUSA invite les usagers à prendre en compte ce déplacement de station et à se rendre désormais à 1er Mai pour emprunter ces lignes. La mesure reste temporaire, sans précision sur sa durée.

GNV renforce sa présence en Algérie



La compagnie maritime italienne GNV poursuit son développement vers l'Algérie avec l'ouverture d'une nouvelle ligne directe entre Civitavecchia et Annaba à partir du 8 août. Après ses dessertes au départ de Sète

vers Alger et Béjaïa, l'opérateur ajoute ainsi un troisième service estival. Cette nouvelle liaison sera assurée deux fois par semaine, les mardis et les samedis, à bord du navire Cristal, avec des réservations déjà disponibles. Pour GNV, cette extension confirme un engagement appelé à durer sur le marché algérien.

La Protection civile renforce sa présence à l'international



La Protection civile algérienne participe à la 12e session internationale de formation au sauvetage en montagne, organisée au Kirghizistan sous l'égide de l'OIPC, avec la présence de 12 pays. Cette session, ouverte mardi dernier, s'étendra sur deux semaines et mêle théorie, pratique de terrain et échanges d'expériences. La Protection civile est représentée lors de cet événement international par le premier lieutenant Fikass Ibrahim, spécialiste du Groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu accidenté (GRIMP). Cette participation témoigne de la volonté de l'institution de renforcer les compétences de ses cadres et d'améliorer leurs capacités techniques et opérationnelles. La Protection civile algérienne veille à se conformer aux normes internationales en matière de sauvetage et d'intervention face aux risques majeurs, ainsi qu'à renforcer la coopération et l'échange d'expériences avec les différents organismes et instances compétents au niveau international.

ÉQUIPE NATIONALE

Sadi aurait négocié avec Xavi et Benitez

Le président de la FAF, Walid Sadi, lève le voile sur les coulisses ayant entouré la fin de mission de l'ancien sélectionneur national, Vladimir Petkovic, tout en traçant les contours de la recherche de son successeur à la tête des « Verts ». Au cours de son intervention, Sadi a tenu à préciser que l'option privilégiée au départ n'était point de se séparer du technicien suisse, mais plutôt de le maintenir en poste. Cependant, les discussions entre les deux parties ont fini par déboucher sur un accord pour une résiliation du contrat à l'amiable acceptée par Petkovic, lui évitant ainsi un contentieux et épargnant à l'instance fédé-

rale une résiliation unilatérale qui aurait impliqué le versement d'indemnités financières faramineuses. L'arrangement convenu stipule ainsi que le technicien percevra l'équivalent de trois mois de salaire, soit 480 000 euros, son nouveau salaire ayant été fixé à 160 000 euros mensuels à compter du 1^{er} août en cours. À cette somme s'ajoutent des primes en suspens, dont celle relative à la qualification pour le second tour du tournoi mondial d'un montant de 150 000 euros, ainsi que le règlement de trois mois de salaires pour ses plus proches collaborateurs, à savoir les adjoints David Morandi et Paolo Rongoni, ainsi que l'entraîneur des

gardiens Guido Nanni, chacun percevant 54 000 euros au titre de cette période sur la base de rémunérations mensuelles de 18 000 euros. Par ailleurs, le premier responsable du football algérien a exprimé sa profonde indignation face aux agissements inacceptables et aux graves dépassements subis par Petkovic et des membres de sa famille via les réseaux sociaux et sous forme de messages haineux après l'élimination face à la Suisse au second tour de la Coupe du monde. Sadi a souligné que ce climat délétère a lourdement pesé et a directement incité le coach à opter pour un divorce à l'amiable plutôt que de s'engager dans une longue

procédure juridique. Il a également tenu à rappeler que cette décision de rupture n'a pas été prise de manière isolée, mais qu'elle a fait l'objet d'un feu vert des hautes autorités du pays après le constat unanime quant à l'impossibilité de poursuivre l'aventure commune. S'agissant du futur sélectionneur national, Sadi a confié aux membres du bureau fédéral que le choix s'orienterait résolument vers l'école espagnole, une option unanimement saluée au vu du rayonnement et des succès récents de cette école sur la scène internationale. Si le président de la FAF a admis avoir tâté le terrain auprès de plusieurs profils — citant notamment

l'ancien entraîneur du FC Barcelone, Xavi Hernandez, dont les exigences salariales ont conduit à un arrêt immédiat des pourparlers —, il a assuré que le futur sélectionneur percevra des émoluments inférieurs à ceux de son prédécesseur. Alors que le technicien chevronné Rafa Benítez fait figure de grand favori pour s'asseoir sur le banc national, l'ancien sélectionneur de l'équipe du Qatar, Félix Sánchez, émerge comme une alternative crédible en cas d'échec des négociations, en attendant l'étude du dossier par la Direction technique nationale et l'officialisation imminente du nom du nouveau patron des Verts.

H. M.

Disparition du général Kamel Lakhdar

Les condoléances du président Tebboune et du général d'armée Saïd Chaneguiha

Le général Kamel Lakhdar, relevant des Forces terrestres de l'Armée nationale populaire, est décédé hier à l'hôpital central de l'armée. Il a succombé à une longue maladie. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des Forces armées et ministre de la Défense nationale, a adressé ses plus sincères condoléances à la famille du défunt ainsi qu'à l'ensemble des membres de l'ANP. Dans son message, il a exprimé sa profonde compassion et a prié Allah d'entourer le général de Sa miséricorde, de l'accueillir

dans Son vaste paradis, et d'accorder patience et réconfort à ses proches et à ses compagnons. « À Dieu nous appartenons et à lui nous retournons », a-t-il rappelé. De son côté, le général d'armée Saïd Chaneguiha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale et chef d'état-major de l'ANP, a présenté, en son nom personnel et au nom de tous les membres de l'armée, ses condoléances et sa profonde sympathie. Il a, lui aussi, invoqué la miséricorde divine pour le disparu et demandé du réconfort pour la famille éprouvée.



Le ministère des Finances

dément la rumeur sur l'allocation touristique de 750 €

Aucun changement n'a été envisagé ni appliqué concernant la dernière procédure d'accès au change via les banques de la place, introduite en juillet dernier au profit des voyageurs algériens, a indiqué, hier le ministère des Finances.

PAR MAHDI B.

Le département ministériel a ainsi démenti catégoriquement les informations relayées sur les réseaux sociaux faisant état d'une prétendue révision de cette mesure. Dans un communiqué publié afin de mettre fin aux rumeurs et aux fausses informations, le ministère a rejeté les allégations évoquant une éventuelle révision ou annulation des nouvelles dispositions relatives à l'allocation touristique et un retour au système précédent. Il a précisé que le document largement diffusé sur les réseaux sociaux et qui lui est attribué « est un faux, dénué de tout fondement » et « n'émane d'aucun de ses services ». Le ministère des Finances a rappelé que tous les communiqués et informations officielles relevant de ses missions et de ses attributions sont publiés exclusivement par le biais de ses canaux de communication officiels. Il a, en outre, averti qu'il se réservait le droit d'engager toutes les procédures judiciaires nécessaires contre toute personne ayant élaboré, publié ou diffusé de faux documents susceptibles d'induire l'opinion publique en erreur ou de porter atteinte à la crédibilité des institutions de l'État. Pour rappel, le Conseil des ministres avait annoncé, en juillet dernier, de nouvelles modalités d'octroi de l'allocation touristique afin



de lutter contre le marché parallèle des devises et les nombreuses dérives constatées dans le bénéfice de ce droit de change. Le communiqué du Conseil des ministres avait expliqué que, « compte tenu des dépassements graves ayant entraîné une hémorragie de devises sans que les personnes concernées ne bénéficient effectivement de l'allocation touristique, il a été décidé, à titre provisoire, que cette allocation sera versée par le biais d'une carte bancaire et non plus en espèces, afin de mettre un terme aux dépassements constatés ». Le 13 juillet dernier, la Banque d'Algérie avait, à son tour, publié un communiqué détaillant les nouvelles procédures d'octroi de l'allocation touristique annuelle au profit des citoyens appelés à voyager à l'étranger. Si le montant de l'allocation est demeuré

inchangé, son versement s'effectue désormais exclusivement au moyen d'une carte de paiement internationale. L'article 4 de l'instruction de la Banque d'Algérie prévoit ainsi que « le droit de change pour voyage à l'étranger au profit des nationaux résidents est mis à la disposition du bénéficiaire au moyen d'une carte de paiement internationale ou d'une carte de paiement internationale dédiée au droit de change, émise par les banques intermédiaires agréées conformément à la réglementation en vigueur ». L'article 5 précise, pour sa part, que « la carte de paiement internationale ou dédiée servant à la mobilisation du droit de change pour voyage à l'étranger est émise à titre strictement nominatif par la banque intermédiaire agréée. Elle ne peut être utilisée que par son titulaire et ne peut faire l'objet d'aucune cession, mise à disposition ou utilisation par un tiers ». Il convient également de rappeler que la revalorisation de l'allocation touristique à 750 euros avait été annoncée en juillet 2025 et officialisée par la Banque d'Algérie. Cette allocation n'avait connu aucune révision depuis 1997. En vertu de l'instruction n° 08-97 de la Banque d'Algérie relative au droit de change pour voyage à l'étranger, son montant annuel était fixé à la contre-valeur de 15 000 dinars, soit un peu plus de 90 euros au taux de change officiel actuel. ■

JOURNAL
L'EXPRESS

Nouveau
numéro de
téléphone :

028 26 99 24